



## Lettre 39 – Août 2022

La migration est une totale remise en question de notre humanité, comme corps social bien imparfait, mais aussi de chacun de nous dans son humanité, souvent défaillante. Il faut intérioriser qu'il ne s'agit pas tant, pour chacun d'entre nous de trouver une solution à la question de l'accueil des migrants que de leur manifester notre présence à eux. La réponse à la question posée par la migration, trouvera ensuite sa place. Par nos vies et pas tout seul, mais ensemble, avec les migrants, et pas seulement pour eux (ce qui serait encore les mettre de côté), mais avec eux.

Peut-être pourrait-on adapter à notre temps présent une lettre écrite le 23 août 1942 par l'archevêque de Toulouse : « La personne humaine ».

*Il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs tiennent à la nature de l'homme. On peut les violer, mais il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer. Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères soient traités inhumainement, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et retenus dans des camps ou embarqués vers des destinations dangereuses, cela a lieu dans notre pays. Tout n'est pas permis contre ces étrangers ; ils font partie du genre humain. Le minimum est de se conformer aux traités internationaux signés par la France concernant les droits imprescriptibles de l'Homme. En ratifiant les traités internationaux des droits de l'homme, les gouvernements s'engagent à prendre des mesures nationales et à adopter des lois compatibles avec les obligations découlant des traités.*

Rappel : Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies ; Convention de Genève relative aux statuts des réfugiés – ratifiée en 1954 ; Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale – ratifiée en 1981 ; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – ratifiée en 1984 ; Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants – ratifiée en 1986 ; Convention relative aux droits de l'enfant – ratifiée en 1954 ; Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille – 1990 ; Charte internationale des droits de l'homme - ratifiée en 1981).

Michel Girard

FRANCE.....	3
Ukrainiens accueillis en France .....	3
Bédarieux .....	4
Bourges .....	4
Calais.....	4
Gard.....	5
Isère.....	5

La Flèche.....	5
<b>Limoges</b> .....	6
Mayotte .....	6
<b>Montpellier</b> .....	6
<b>Nancy</b> .....	7
Nice.....	7
<b>Orléans</b> .....	7
Paris.....	8
Poitiers .....	9
Sarthe .....	9
<b>Strasbourg</b> .....	9
Toulouse.....	9
MANCHE.....	10
MÉDITERRANÉE.....	11
<b>Geo Barents</b> .....	11
<b>Open Arms Uno</b> .....	11
<b>Ocean Viking</b> .....	12
UNION EUROPÉENNE.....	12
En Europe : quels sont les étrangers qui peuvent participer aux élections .....	12
Allemagne .....	13
Autriche.....	14
Bulgarie .....	14
Espagne .....	15
Grèce .....	15
Italie .....	17
Passer de la rhétorique de l'invasion au défi de l'intégration .....	17
Une nouvelle route s'est ouverte depuis la Turquie .....	18
Pays-Bas.....	19
Portugal .....	20
Vatican.....	21
ONU – Organisation internationale pour les migrants.....	21
EUROPE.....	22
Macédoine du nord.....	22
Royaume-Uni.....	23
Ukraine.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
AFRIQUE.....	24
Libye .....	24
Niger.....	25
Maroc .....	25

Tunisie .....	26
AMERIQUES .....	26
Canada.....	26
Mexique – USA .....	27
ASIE.....	28
Afghanistan .....	28
Bengladesh.....	29
Tadjikistan .....	30
Turquie .....	30
A VOIR – A LIRE - <i>Témoignage</i> .....	31
Témoignage.....	31

## FRANCE

### ***UKRAINIENS ACCUEILLIS EN FRANCE***

Le conflit en Ukraine entre dans son sixième mois. Depuis le 24 février, date du début de l'invasion russe, la France a accueilli 102 000 déplacés ukrainiens, dont 80 % de femmes et d'enfants.

Depuis six mois, et le début de la guerre en Ukraine, des étudiants non ukrainiens, originaires du continent africain et qui souhaitent continuer leurs études dans l'Hexagone ont été accueillis en France. Depuis juillet 2022, une circulaire du ministère de l'Intérieur leur a donné le feu vert pour qu'ils s'inscrivent dans les universités françaises, et a "gelé" les Obligations de quitter le territoire (OQTF). Pourtant, certains étudiants en reçoivent toujours. Tel étudiant camerounais a un seul objectif en tête, continuer ses études en génie informatique. Il a pu s'inscrire à la fac de la Sorbonne mais il ne comprend pas pourquoi la préfecture lui envoie une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). *"Ils disent que je n'ai pas réussi à prouver que j'étais étudiant en Ukraine. Pourtant, ils connaissent la situation. Ils savent que certaines universités n'ont plus la possibilité de fournir des certificats de scolarité à leurs étudiants. Et ils disent aussi que j'ai été inscrit à la Sorbonne en année de consolidation. Ils mettent ça en justification de l'OQTF."* Pour lui, c'est une véritable injustice. *"Je ne comprends pas pourquoi on est maltraités. Avec les Ukrainiens, on a fui la même guerre. On a passé des jours aux frontières sans manger. Puis quand on arrive ici, c'est tout un autre monde qui s'ouvre pour eux, mais pour nous, toutes les portes sont fermées."* Une personne de l'association France Fraternités qui les accompagne dans ce labyrinthe administratif, c'est un véritable parcours du combattant. *« Ce n'est pas parce que vous avez une inscription que vous avez automatiquement une carte étudiant. Le blocage est davantage au niveau des préfectures. Il y a un moratoire qui gèle les expulsions jusqu'à la rentrée en septembre. Donc recevoir une OQTF est un peu bizarre. »* Les délais sont courts : un mois pour déposer un recours. En cas de rejet, le jeune homme devra quitter la France par ses propres moyens, au risque d'être en situation irrégulière sur le sol français. D'autres étudiants inscrits dans les filières pharmacie, architecture, ou autres, ne peuvent pas poursuivre leurs études en France dans le domaine qu'ils souhaitent. Un autre, 24 ans, originaire de la Côte d'Ivoire, après six ans d'études de médecine en Ukraine : *"Il y en a qui ont pu s'inscrire beaucoup plus facilement que d'autres par rapport à leurs filières. Certaines personnes ont été rétrogradées. Pour mon cas, c'est un peu plus compliqué parce qu'en médecine, on me demande de*

*repandre depuis la première année. Je suis assez déçu et perdu parce que c'est comme si on nous demandait de retourner à la case départ. Mais j'y crois toujours un peu quelque part. Je me dis peut-être que les décideurs prendront une mesure en notre faveur; c'est-à-dire, on fait exception à la règle pour donner la possibilité de continuer nos études. On peut aider la France par rapport au déficit qu'il y a dans le domaine de la santé. C'est ce que je trouve paradoxal."* Il vient de s'inscrire au Mans pour une Licence Accès Santé (LAS).

Vendredi 26 août 2022 la préfecture de la région Ile-de-France a annoncé qu'elle va dédier un nouvel espace plus modeste que le parc des expositions de la Porte de Versailles pour l'orientation et l'hébergement d'urgence réservé aux ukrainiens. *« La fermeture de ce site étant programmée le 28 août prochain, un nouveau centre d'accueil des déplacés ukrainiens ouvrira à cette date »* au Paris Event Center, un espace du XIXe arrondissement de la capitale régulièrement utilisé lors des opérations de mise à l'abri de migrants. La préfecture n'a pas expliqué les raisons de ce déménagement. Mais depuis plusieurs semaines, la décélération des arrivées de réfugiés ukrainiens – qui sont désormais plus de 100 000 en France – a conduit à laisser quasi-vides le gigantesque parc des expositions, dont un hall de plus de 22 000m<sup>2</sup> leur est exclusivement réservé. Une situation qui a suscité l'incompréhension du tissu associatif au moment où de nombreux exilés d'autres nationalités vivent dans la rue dans ou autour de la capitale : plusieurs associations et ONG ont manifesté début juillet devant le parc des expositions pour réclamer que tous les déplacés puissent avoir accès à ce centre d'hébergement.

<https://www.ouest-france.fr/monde/migrants/>

## **BEDARIEUX**

Dans l'Hérault, la ville a aussi entamé des démarches auprès de la préfecture pour accueillir des Afghans. Le maire écrit : *« Espagnols lors de la Retirada, juifs, résistants ou réfugiés lors de la seconde guerre mondiale, la ville de Bédarieux a une longue tradition d'accueil de personnes fuyant les conflits. La ville de Bédarieux se porte volontaire pour héberger une famille afghane ayant le statut de réfugié dans ce logement désormais libre. Cela permettra à une famille de vivre en sécurité, dans un pays portant fièrement ses valeurs d'humanisme mais aussi d'égalité entre les hommes et les femmes. Tout ce que les Talibans veulent détruire. »*

## **BOURGES**

Les réfugiés Ukrainiens du Cher ont célébré le 31eme anniversaire de l'indépendance de leur pays ce mercredi à Bourges. Ils étaient près d'une centaine, rassemblés en milieu d'après-midi autour du kiosque du jardin de l'archevêché, près de la mairie. *"la guerre, c'est pour que nous restions libres ". "Nous voulons vivre comme nous le voulons, en démocratie. Nous voulons une démocratie comme en France. Nous voulons pouvoir parler librement, réfléchir librement." "On voudrait aussi montrer notre culture. Nous voulons remercier la France et Bourges pour leur accueil. On aime bien chanter; on aime bien manger et on a préparé des spécialités de chez nous. Allez vous servir; c'est très bon."* Beaucoup en attendant la paix voudraient travailler en France mais c'est compliqué. Comme pour Svetlana, qui était comptable en Ukraine, *"le gros problème, c'est la langue. Il faut que l'on prenne des cours de français si on veut vraiment s'insérer; mais c'est difficile."* Quand pourront-ils rentrer chez eux ? *"Je ne sais pas quand cela finira, mais je suis sûre que nous gagnerons."* conclut une femme dont le mari est volontaire dans son pays. *"Ma fille n'a qu'une envie, c'est de revoir son père. Et mon fils m'a déjà dit qu'il repartira là-bas quand il aura fini ses études en France, pour rebâtir le pays."*

## **CALAIS**

*"En prévention des risques de troubles à l'ordre public".* Voici la raison principale invoquée par la préfecture du Pas-de-Calais pour interdire de nouveau la distribution gratuite de boissons et de nourriture aux migrants, dans le centre-ville de Calais, sur les quais du Danube et de Gironde. Dans un arrêt publié le 13 août 2022 et appliqué dès le lendemain, les autorités assurent que *"les distributions spontanées de nourriture [...] contribuent à maintenir les campements, ce qui pourrait entraîner des conséquences sur la salubrité publique en raison des déchets causés par ces*

distributions". Ces lieux de vie informels "mettent en danger la vie de ceux qui s'y installent", à cause de "la proximité immédiate d'une ligne de chemin de fer, de canaux et de voies de circulation ouvertes aux véhicules", continue la préfecture. Ils occasionnent aussi des "troubles", à l'instar des "tentatives d'intrusion" dans les locaux d'un hôtel par des migrants, selon elle. La préfecture affirme également que "lors des distributions gratuites de boissons et de denrées alimentaires, le comportement des personnes migrantes bénéficiant de ces distributions aboutit à une occupation anormale de la voie publique". "Les services de l'État proposent aux personnes migrantes sur Calais plusieurs dispositifs d'accès à l'eau leur permettant de boire", affirme-t-elle, sous-entendant par là même que ces dispositions suffisent. Aujourd'hui, comme avant le 2 mai 2022, seule l'association La Vie active est autorisée à distribuer de la nourriture et de l'eau aux migrants dans le centre-ville. La reconduction de l'interdiction va, un peu plus encore, compliquer le travail des associations sur place. Car si ces dernières sont interdites dans plusieurs quartiers du centre-ville, elles restent aussi persona non grata dans d'autres quartiers de Calais. Politique assumée depuis des années par la mairie de Calais et la préfecture, qui se refusent d'acc

Accueillir dignement les candidats à l'exil souhaitant, pour la majorité d'entre eux, rejoindre le Royaume-Uni. En mars, la maire de la ville s'était pourtant démenée pour offrir un accueil aux déplacés ukrainiens qui avaient fui la guerre. Plus de 140 personnes avaient pu être hébergées dans l'auberge de jeunesse. Certains avaient même pu profiter d'un repas dans une brasserie de sa commune. "**On ne refoule pas des réfugiés dans mon agglomération**", avait-t-elle déclaré !!

## **GARD**

Dans le Gard, 5 maires sont prêts à accueillir des réfugiés afghans, à l'image de ceux de Domessargues et Cendras (commune dans laquelle 2 familles syriennes se sont installées en 2015). A Domessargues, le maire précise qu'un logement de type T3 est disponible dans le parc locatif du bailleur social Habitat du Gard. A Cendras, le maire rappelle la tradition d'accueil du Gard, partie intégrante de son Histoire : « *A l'époque des mines cévenoles, on a eu une immigration algérienne, polonaise, et de plusieurs autres nationales à Cendras. Cela s'est toujours bien passé, on a toujours été une terre d'asile.* » Ces maires espèrent que d'autres municipalités répondront à l'appel.

## **ISERE**

L'Isère a accueilli 2000 réfugiés ukrainiens. Certains sont installés dans la région depuis plusieurs mois et s'intègrent petit à petit dans la société française. Mais il reste encore quelques étapes à franchir pour les intégrer totalement, comme parler la langue ou trouver un emploi. Un couple installé à Bernin en Isère est arrivé en France le 10 mars 2022 avec leur bébé, Gabrielle, née au deuxième jour de la guerre. Une explosion à proximité de leur immeuble les a poussés à fuir l'Ukraine. Après un long périple à travers cinq pays, ils arrivent en France, avec un sentiment de soulagement : "*Après un long voyage et avec une situation tellement horrible, ça fait du bien. On était vraiment soulagés, comme si tu étais chez ta grand-mère où tu te sens en sécurité et tu as cette impression que tout ira bien*". Depuis leur arrivée en Isère, ils sont suivis par l'association « accueil migrant Grésivaudan ». La mairie de Bernin leur prête un appartement, de manière provisoire. "*En ce moment, on se trouve dans une période où il y a une vraie difficulté à gérer cet accueil, selon la présidente de l'association Accueil migrant Grésivaudan, il n'y a pas de nouvelles infrastructures créées pour accueillir ces personnes. Il faut que l'on trouve des solutions. C'est compliqué*". Pour s'intégrer pleinement, le couple doit encore dépasser la barrière de la langue et trouver un emploi : "*Je dirai que l'on est un peu à mi-chemin sur l'intégration, explique un membre de l'association, la phase critique est de trouver du travail et ça je pense que ça va être plus facile au mois de septembre / octobre et réellement c'est l'élément clé pour l'intégration s'ils ne veulent pas être dépendants des autres.*"

## **LA FLECHE**

Depuis mardi 23 août 2022, l'association Solidarité accueil exilés est sur le pont. Dans la matinée, deux familles de migrants ont dû quitter leurs logements Cada (Centre d'accueil de demandeurs d'asile). Il s'agit de Géorgiens qui vivaient en Abkhazie, territoire sous contrôle russe, et

d'Azerbaïdjanais. Mais le tribunal administratif de Nantes a validé la demande de libération du logement.

## LIMOGES

Une cinquantaine de personnes, ukrainiennes comme françaises, s'est donné rendez-vous pour un moment convivial et de partage, à l'initiative de l'association Ukraïнка pour célébrer la fête nationale qui commémore l'indépendance de l'Ukraine. Beaucoup sont partagés entre tristesse d'être loin du pays et de ses proches, et joie de ne plus penser à la guerre pendant quelques heures. Célébrer la fête nationale, c'est aussi une forme de résistance. *"Ça envoie un message fort à Vladimir Poutine. Notre ennemi voit qu'il ne nous a pas brisé, et que nous nous battons pour notre liberté. Nous avons une communauté très forte."* Mais c'est avant tout pour se rassembler que l'association Ukraïнка a organisé l'événement. La présidente du collectif, veut aller de l'avant. *"C'était très important d'organiser quelque chose pour les Ukrainiens qui dépriment à Limoges. On est ravis que les gens ne se rassemblent pas que pour parler du négatif lors des manifestations, mais qu'ils parlent aussi du positif"*.

## MAYOTTE

Alors que le ministre de l'intérieur menait une offensive contre l'immigration clandestine sur le territoire, lors de sa visite, un groupe de migrants venu de la région des Grands Lacs en Afrique de l'Est campaient devant la préfecture pour dénoncer leurs conditions d'accueil sur l'île. Des bidons d'eau, un sac de charbon, quelques tissus tendus et des matelas crasseux à même le sol. Lors de sa visite de trois jours en terre mahoraise, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, Gérald Darmanin, n'a pas pu ignorer ce campement d'infortune devant les grilles de la préfecture de Mayotte. *« On espérait un geste, des réponses, mais on ne nous a pas dit un mot, la galère continue »*, se désole un ressortissant burundais de 27 ans. Autour de lui, une vingtaine de demandeurs d'asile, issus de la région africaine des Grands Lacs, venus *« se montrer »* pour protester contre les conditions d'accueil que leur réserve le département français. Des enfants jouent, d'autres pleurent. Un nourrisson de 3 semaines reçoit un biberon au côté de son grand frère, prostré de douleur après s'être renversé la marmite commune d'eau bouillante sur les bras. *« On vit comme ça, et tout le monde s'en fiche, je ne pensais pas que c'était comme cela la France. J'ai fui le Burundi en 2015, à cause de la guerre, je suis resté dans les camps de réfugiés en Ouganda pendant trois ans, puis, arrivé en Tanzanie, on m'a proposé de venir ici, on m'a dit que l'on s'occuperait de moi, mais je n'ai jamais été aussi maltraité de ma vie. »* A Mayotte, où la filière de l'immigration clandestine en provenance d'Afrique – il faut déboursier environ 2 000 euros au départ de la Tanzanie, en passant par les Comores pour un voyage en canot de pêche – ne cesse de se professionnaliser, le flot de réfugiés africains débarquant sur ses côtes ne faiblit pas. Des hommes, des femmes et des enfants leurrés. Car si le drapeau français tant espéré flotte bien sur les façades de la préfecture du 101<sup>e</sup> département, **le régime des demandeurs d'asile y est dérogatoire**. Très rarement logés durant l'instruction de leurs dossiers faute de places d'hébergement social, ils ne reçoivent en parallèle qu'un euro par jour. *« Qu'est-ce que l'on fait avec ça ? On ne peut pas vivre dignement. Moi je ne mange pas pour pouvoir nourrir les enfants »*, commente une migrante congolaise accompagnée de trois bambins. *« Ils ne vont même pas à l'école, personne ne veut les inscrire »*, dénonce-t-elle. Au-delà d'une discrimination légale, les « Africains de Mayotte » dénoncent une xénophobie patente à leur égard.

<https://diasporaenligne.net/?p=87767> -La rédaction avec le Monde-Publié, le : 24/08/2022

## MONTPELLIER

Depuis leur arrivée à Montpellier, il y a 10 mois, ces afghans aménagent le jardin de la maison familiale. L'un espère reprendre ses études dans une école d'informatique. La famille, après un long périple, est arrivée en France, via la Macédoine, dans l'avion des handballeurs de Montpellier. Le père était conseiller du gouvernement afghan et maire de Ghazni. A la recherche d'une terre d'asile pour sa famille, en août 2021, il a contacté la ville de Montpellier, qu'il avait découverte lors d'un échange culturel 18 ans plus tôt. Depuis, les 10 membres de la famille apprennent le français, indispensable pour retrouver une partie de leur autonomie. Soulagé d'être en sécurité avec les siens,

le père de famille exprime sa gratitude pour l'accueil reçu et considère la France comme sa nouvelle patrie. C'est avec une pensée pour les jeunes Afghanes, interdites d'école, que les 2 jeunes filles retourneront en cours à la rentrée.

Après plusieurs jours de réunions, un accord a été trouvé entre la ville de Montpellier, la préfecture de l'Hérault et le ministère des Affaires étrangères, pour l'accueil de 50 migrants Afghans ayant fui le régime des Talibans. Le maire et président de Montpellier Méditerranée Métropole (PS) l'annonce le 25 août 2022 : les réfugiés pourraient arriver dans la journée de demain. Il y a de nombreux Montpelliérains qui proposent déjà des logements pour accueillir dignement ces personnes. Des entreprises se seraient également portées volontaires pour proposer des emplois aux nouveaux arrivants.

## NANCY

La gérante de l'atelier "Un des sens" à Nancy, et l'association "Relais Villes et Villages" ont organisé une activité à destination des réfugiées ukrainiennes. Le temps d'une après-midi, ces femmes, qui ont quitté leur pays depuis de longs mois, ont pu créer leurs propres crèmes pour le visage. *"Avec cette activité, elles font leurs propres choix. Dans une vie, c'est primordial de se loger, se nourrir... Mais prendre du temps pour soi est aussi essentielle, c'est ça aussi la vie !"* Une ukrainienne : *"Pour les femmes, les détails sont importants. Dès que l'on parle de la beauté, on oublie tout le temps d'une activité et ça nous rend plus heureuses". "En Ukraine, comme chez vous, on fête ce jour d'indépendance. On s'habille bien, on sort. Du coup, cette activité nous reconforte car cette année c'est particulier mais on n'oublie pas ce jour. Encore plus aujourd'hui. On veut toujours l'indépendance et la liberté !"*

## NICE

La Ville de Nice indique par voie de communiqué avoir obtenu du tribunal judiciaire de Nice l'autorisation d'expulser les personnes vivant sous l'autopont des Moulins, à Nice-Ouest, boulevard du Mercantour. Les neufs adultes et trois enfants, des familles roms venant de Bulgarie et de Bosnie sont installées sous l'autopont depuis au moins trois ans : matelas à même le sol, un vieux canapé de fortune, quelques charriots de supermarché, et le bruit incessant des voitures et des klaxons. *"Les conditions de vie sont déplorables, c'est insalubre mais l'évacuation n'est pas la solution, pour la coordinatrice de Médecin du Monde à Nice. Le peu de suivi qui est mis en place est mis en danger voire en échec par ces évacuations successives. Il y a des ruptures dans la continuité des soins et c'est potentiellement dangereux pour ces personnes"* explique-t-elle. Le président de l'association de défense des droits des migrants Tous citoyens, est très inquiet pour les enfants : *"Nous sommes fin août. Si les parents sont arrêtés et qu'ils doivent reconstituer un autre camp ailleurs, la scolarisation n'est pas possible ! Il faut prioriser l'accompagnement des enfants et donc maintenir le lien avec les parents."* Selon la préfecture des Alpes-Maritimes, à l'heure actuelle, les forces de l'ordre n'ont procédé à aucune intervention sous l'autopont. Lors de contrôles des forces de l'ordre, si les personnes sont en situation irrégulière, ces dernières peuvent être placées en centre de rétention administrative. Pour les autres, les services de l'État activent le plan d'hébergement d'urgence. Concernant ce campement de familles bulgares, ces dernières sont suivies par les services de l'État depuis leur arrivée afin de favoriser leur insertion sociale et économique.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/les-migrants-du-campement-de-l-autopont-a-nice-ouest-peut-etre-bientot-expulses-1661443402>

## ORLEANS

Début août, 1.017 réfugiés ukrainiens étaient accueillis dans le département du Loiret, dont 279 enfants et adolescents. Elle a 20 ans, elle n'est pas réfugiée, mais cette Ukrainienne est depuis six mois celle qui facilite l'arrivée de ses compatriotes dans le Loiret. Avec sa mère Vera, elles prennent quasi quotidiennement des nouvelles de leur famille en Ukraine. *"Tous les jours, ma grand-mère voit passer des roquettes au-dessus de chez elle. Ça fait peur car ça tombe n'importe où. Il y a quelques jours, c'est tombé dans un champ pas si loin. C'est pour ça qu'on a peur."* *"Souvent quand j'appelle, je demande surtout comment va mon oncle. Il est avec beaucoup d'hommes ukrainiens au*

*Donbass dans la zone de guerre.*" La famille qui vit en France a proposé à ceux qui sont restés en Ukraine de venir, au moins le temps que ça se calme. *"Le premier jour, le 24 février, j'ai appelé pour leur dire de venir ici en France. Ils n'ont jamais voulu partir. Encore aujourd'hui, ma grand-mère refuse car ses enfants sont encore sur place."* Pour ses oncles c'est pareil. Ils n'ont pas peur de la guerre mais de l'ennemi. *"Ils m'ont dit qu'ils ne partiraient que le jour où Kiev sera aux mains des Russes"*. La mère d'Anita ajoute : *"Il faut qu'on se batte aussi, sinon qui va défendre le pays ? Les gens sont prêts pour aller au combat, même les femmes."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/ukraine-six-mois-apres-le-debut-du-conflit-le-loiret-est-toujours-en-soutien-1661265913>

## PARIS

Ils sont des dizaines de migrants afghans à toujours dormir dehors, dans le nord de Paris, malgré les mises à l'abri. La dernière en date, vendredi 12 août 2022, a concerné 281 hommes seuls qui *"étaient installés dans un campement situé à proximité du canal de l'Ourcq, rue Delphine Seyrig, dans le 19e arrondissement de Paris"*, ont expliqué les services de l'État, vantant la 13e opération du genre depuis le début de l'année. Un afghan de 25 ans y était mais, lui, est resté sur le carreau. *"Il ne restait plus de place d'hébergement pour moi"*, dit-il, déçu et lassé après un an à la rue. *"J'ai passé sept mois à côté de Delphine Seyrig dans une tente, entre autres endroits. Maintenant je dors où je peux, un peu partout, sous les ponts, quelque part vers le canal Saint-Denis..."* Selon plusieurs associations, il fait partie d'un groupe de 80 hommes qui n'ont pas été pris en charge par les forces de l'ordre. Tous sont Afghans - arrivés pour beaucoup d'entre eux en France après la chute de Kaboul aux mains des Talibans - et demandeurs d'asile, précise une bénévole auprès de l'association Tendre la main, qui leur vient en aide. Elle affirme avoir eu affaire, lundi 15 août 2022, aux forces de l'ordre de la ville de Pantin, commune voisine de Paris, alors qu'elle aidait un groupe d'environ 40 migrants afghans, non-pris en charge durant l'opération de mise à l'abri, à s'installer sur un terrain vague. *"Ils ont dit en se moquant : 'Qu'est-ce qu'ils font là, ces braves gens ?'. Je leur ai dit qu'ils étaient tous demandeurs d'asile et qu'ils avaient besoin de répit. Ils ont répondu : 'De toute façon, personne ne veut d'eux, ni à Paris, ni ailleurs en France, ils méritent d'aller en CRA'" ; les policiers les ont aussitôt chassés. Depuis la mise à l'abri de vendredi 12 août, le "harcèlement" des forces de police a redoublé envers les migrants à la rue, le coordinateur de l'association Utopia 56. Déjà régulièrement dénoncé par les militants aux abords de la capitale, cette stratégie policière entend éviter la formation de nouveaux campements sauvages. *"Ces personnes ne trouvent pas un seul lieu sur lequel s'installer, elles sont harcelées jour et nuit, subissent des commentaires racistes, des vols de tentes..."*. L'afghan assure qu'un sac d'affaires, dans lequel il y avait "des vêtements qu'il aimait bien" et "des papiers importants", lui a été pris par la police sur un lieu de vie informel, pendant qu'il s'était absenté pour aller dans une douche mise à disposition de personnes à la rue. Cette situation de pression constante semble avoir fait virer l'Afghan dans un état proche de la paranoïa. *"J'ai l'impression que tout le monde est de la police"*, confie-t-il. *"Quand je vois des policiers, ils disent : 'Dégage, dégage, casse-toi !'. Ils ne parlent pas gentiment."* Le jeune homme indique avoir été expulsé de là où il dormait à six reprises. Il ne prend même plus la peine, désormais, d'installer sa tente. La France était pourtant un rêve pour ce demandeur d'asile francophone qui dit n'avoir jamais pu bénéficier de place en Cada (centre d'accueil pour demandeur d'asile). Juste avant le retour des Talibans, il a fui de nouveau l'Afghanistan, pour tenter une seconde fois sa chance dans l'Hexagone. Depuis quatre mois maintenant, il attend la réponse de l'Ofpra à sa demande d'asile. Faute de mieux, il passe ses journées dans un centre d'accueil de jour à Châtelet, où l'Armée du salut tient une Halte humanitaire. *"Là, je peux avoir accès à Internet et charger mon téléphone"*. Il trouve par ailleurs à manger grâce à l'association La Chorba. Un soutien minimal mais qui change tout. *"Le jour où j'arrive à me doucher, à me brosser les dents, à manger un bon repas, je vais bien, explique-t-il. Mais le jour où je n'ai pas ces choses-là, je me sens triste. Je vois les gens devant moi, les Français surtout, et je me compare. Je me dis : 'Moi aussi, je suis quelqu'un de normal, je suis un homme. Alors, pourquoi je n'ai pas de vêtement propre ? Pourquoi est-ce que je dois vivre comme ça ?'"**

Utopia a envoyé un tweet à la première ministre, au président de la république, à la

préfecture d'Île-de-France, à la maire de Paris et la chargée des droits de l'enfant et de la protection de l'enfance : « voilà 90 jours que près de 200 jeunes isolés dorment à la rue place de la Bastille et aux abords de Paris. Voilà 90 jours que vous ignorez volontairement leur situation. Avoir un toit et aller à l'école, ce n'est pourtant pas l'abondance. »

## **POITIERS**

L'association Ukraine Libre appelle au rassemblement devant la mairie de Poitiers, commémorant les six mois du début de l'attaque de l'Ukraine par la Russie, mais aussi la fête nationale de l'indépendance. Mais surtout une mère et sa fille, s'apprêtent à se dire aurevoir. Samedi, la mère reprendra le chemin de sa ville, Dnipro, sous le ballet incessant des avions russes, pour rejoindre le reste de la famille. Mais, l'adolescente de 17 ans, posée et souriante : *"Moi, je reste ici, chez ma tante"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/>

## **SARTHE**

Dans un courrier envoyé aux élus locaux et associations, la Ligue des droits de l'Homme du Mans et le Réseau éducation sans frontières ont alerté sur le fait que 12 familles ont été soudainement mises à la rue par les centres d'hébergement du département. Une mise à la rue soudaine, pour des familles exilées, qui avaient pourtant trouvé une place au 115. Selon la Ligue des droits de l'Homme, 28 enfants sont donc à la rue à dormir dans des parcs, dans des cages d'escaliers ou dans des parkings, principalement sur Le Mans. Une situation déplorable pour le président de la Ligue des droits de l'Homme du Mans : *"Notre réaction, ça a été l'effroi, le scandale ! On a appris pendant notre rencontre avec le 115, que l'État leur donnait l'ordre de mettre des familles à la rue et qu'ils en étaient à choisir parmi les familles, différents critères pour les expulser"*. Parmi ces critères, on retrouve notamment celui de la vulnérabilité. Critère abaissé par la préfecture à l'âge de trois ans. C'est-à-dire que dès l'âge de trois ans l'enfant ne serait plus considéré comme vulnérable. Une députée NUPES a décidé de se saisir de l'affaire en envoyant un courrier aux élus et associations du département. *" Je ne comprends pas comment on a pu en arriver là. On a facilement réussi à héberger les 1000 réfugiés Ukrainiens, et là, on met à la rue 12 familles. C'est bientôt la rentrée scolaire donc ce sont des enfants qui sont censés aller à l'école dans 15 jours. Ils vont aller à l'école et rentrer le soir dormir dans la rue ?"*

## **STRASBOURG**

Les tentes sont de nouveau très nombreuses vendredi 19 août au soir 2022, occupées par une centaine de migrants venus de Géorgie, d'Albanie ou encore de Macédoine. La Croix-Rouge du Bas-Rhin a mené une *"action d'urgence"* sur place. *"Nous constatons que les conditions d'hygiène sont extrêmement dégradées, et que de nombreux enfants évoluent au milieu des rats"*, commente le vice-président de la Croix-Rouge du Bas-Rhin. Lors de l'intervention, une personne a été évacuée aux urgences à la suite d'une consultation médicale. Des couvertures et des duvets, des vêtements, ainsi que des kits d'hygiène ont été distribués. *"De très nombreuses personnes avaient besoin de ce matériel, une grande partie sont venues vers nous"*

## **TOULOUSE**

Depuis 7h30 ce matin du 26 août 2022, d'importants moyens de police procèdent à l'évacuation de jeunes migrants qui s'étaient installés dans l'ancien EHPAD des Tourelles à Toulouse à quelques mètres de la rocade toulousaine. Ils sont depuis fin 2019 une petite centaine à vivre dans ces locaux. Selon le conseil départemental de Haute-Garonne en charge des mineurs isolés, seulement 3 jeunes auraient moins de 18 ans parmi ces occupants. Ces jeunes migrants francophones viennent pour la plupart d'Afrique de l'ouest et seraient tous âgés d'environ 16 ans selon le collectif Autonomie. La mairie de Toulouse qui avait mis ces lieux à disposition souhaite les reprendre pour y installer un établissement à vocation sociale qui accueillera des femmes à la rue, enceintes ou avec des enfants de moins de 3 ans. Vers 11h, l'évacuation des locaux était terminée. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes. Selon l'ONG Médecins du Monde, l'un des exilés a été blessé à la cheville, un autre est en état de choc et a été accompagné aux urgences psychiatriques. D'autres ont été légèrement blessés *"dans le mouvement de foule provoquée par les gaz lacrymogènes"*. Ces jeunes

sont pour le moment dans la rue en face de cet ancien Ehpad. Les CRS sont aussi toujours sur les lieux pour empêcher tout retour dans l'établissement. Certains doivent entrer à l'école dans 5 jours. Ils n'ont nulle part où aller. L'avocat toulousain qui a défendu une trentaine de ces jeunes migrants devant le tribunal administratif s'indigne des conditions de cette expulsion, qui n'a pas été faite dans les règles selon lui : *"Le juge avait exigé des propositions de relogement, elles n'ont jamais été formulées"*. Et il ajoute *"A l'époque du jugement, 25 jeunes sur la centaine d'occupants avaient été reconnus mineurs et attendaient une place de la part de l'Aide sociale à l'enfance. On sait que sur les 3/4 restants, 70 à 90% allaient être placés. Donc on met des mineurs à la rue en les exposant à la violence, l'insécurité physique et psychique, ils vont connaître l'errance dans les rues de Toulouse."*

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/expulsion-de-mineurs-isoles-en-cours-a-toulouse-le-long-de-la-rocade-1661497707>

Entre 250 à 300 personnes défilent le mercredi 24 août 2022 dans les rues de Toulouse pour demander la fin de la guerre en Ukraine, alors que le conflit entre dans son septième mois. Sur les pancartes des manifestants on peut lire "Sauvez l'Ukraine" ou encore "Stop war". Beaucoup entonnent **l'hymne ukrainien**. Parmi les présents, de nombreux étudiants en master ou en doctorat. Un doctorant en chimie à l'Université Paul Sabatier vit à Toulouse depuis presque quatre ans, il salue l'initiative de cette manifestation 6 mois après le début de la guerre. *"Je suis très heureux de voir que les gens n'ont pas oublié ce qu'il se passe en Ukraine. Quand la guerre a commencé, c'était dur de voir qu'ici la vie était normale. Mais quand j'ai vu que beaucoup de Français aidaient et supportaient l'Ukraine, j'ai changé d'avis."*

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/sauvez-l-ukraine-plus-de-200-personnes-manifestent-a-toulouse-six-mois-apres-le-debut-de-l-invasion-1661354651>

## MANCHE

Entre le mardi 16 et le mercredi 17 août 2022, les services français de secours en mer ont porté assistance à environ 150 personnes qui cherchaient à traverser la Manche à bord d'embarcation de fortune. Mardi, dans la soirée, ce sont tout d'abord 50 migrants qui ont été secourus au large de Leffrinckoucke avant d'être "déposés au port de Dunkerque par les sauveteurs en mer" puis pris en charge par les sapeurs-pompiers du Nord. Plus tard, dans la nuit de mardi à mercredi, le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) a mené plusieurs opérations de sauvetage pour secourir une embarcation de 62 personnes, puis une autre de 39 personnes.

Côté britannique, les arrivées, elles aussi, sont toujours nombreuses. Mardi 16 août, 180 exilés sont arrivés sur les côtes de l'île à bord de quatre embarcations. Ils ont été suivis, entre mardi soir et mercredi soir, par 606 personnes arrivées à bord de 12 bateaux. Le mois d'août a été marqué par des arrivées record. Au cours du seul week-end des 6 et 7 août 2022, plus de 500 personnes sont arrivées à bord de plusieurs embarcations. Entre le mois de janvier et la mi-août, ce sont quelque 20 000 personnes qui ont atteint le Royaume-Uni en bateau. En 2021, à la même période, ils étaient 11 300.

Plus de 250 exilés ont été secourus dans la Manche en seulement quatre jours. Ce chiffre, communiqué la semaine dernière par la préfecture maritime de la Manche, illustre bien un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Les migrants sont de plus en plus nombreux à tenter la périlleuse traversée, quitte à prendre la mer plus au sud, donc plus loin des côtes britanniques. A Berck, les départs d'embarcations sont de plus en plus nombreux. : *"Ils n'ont pas forcément besoin de faire les 60 km. Leur but désormais, c'est surtout de rallier les eaux anglaises et là, la Border Force anglaise va les récupérer par sécurité pour les ramener sur le territoire anglais."* Leur téléphone portable, en changeant de réseau, leur indique où ils se trouvent. Les bateaux pneumatiques utilisés sont de plus en plus longs. Ils peuvent compter jusqu'à 60 passagers. Pour tenter d'empêcher ces traversées, des patrouilles sont organisées 24h sur 24. Mais impossible d'être partout, tellement la zone de départ s'est étendue. Le groupement de gendarmerie, du chef d'escadron, supervise 20 km de littoral. *"Les*

*moyens sont vraiment importants sur le secteur de la compagnie. Maintenant, les passeurs en face sont également réactifs et s'adaptent en permanence. Donc le but, c'est de toujours rester au plus près de ce phénomène et de s'adapter en permanence.*" Le terrain fait de dunes et de fourrés piquants, ne facilite ni la progression des migrants, ni celle des gendarmes. Mais il permet de dissimuler individus et matériel.

Les sauveteurs locaux du Tréport, en Seine-Maritime, ont été confrontés à leur premier sauvetage de migrants en mer. Vers 6h du matin, le 23 juillet, il est appelé par le centre de surveillance et de sauvetage de l'État. Une embarcation surchargée est en panne à 15 milles marins (approximativement 28 km). Près de 50 personnes étaient présentes à bord d'un zodiac. L'équipe, qui n'a reçu qu'une formation théorique à ce genre d'intervention, est bien obligée de s'adapter, pour récupérer les naufragés. *"Notre bateau est prévu pour embarquer 25 personnes. Mais là, on ne pouvait pas dire : 'On n'en embarque que 25', ce n'est pas possible. Donc, on a pris tout le monde".* Cinq heures plus tard, l'opération est terminée. *"Ça fait mal au cœur. C'est vraiment aller au clash d'embarquer 50 personnes sur un boudin de 8m avec un moteur de 40 cv. On sent que c'est le désespoir. Et en plus, ils ont dû se dire que c'était raté et qu'il fallait recommencer. Et puis certainement qu'ils ont laissé de l'argent aux passeurs."*

<https://www.rfi.fr/fr/france/20220821-france-les-migrants-prennent-de-plus-en-plus-de-risques-pour-traverser-la-manche>

27 bateaux, portant 1 295 exilés, ont traversé la Manche en une seule journée, et ont débarqué sur les plages du Royaume-Uni lundi 22 août 2022, selon le ministère britannique de la Défense. Une annonce qui souligne à nouveau l'inefficacité des mesures gouvernementales visant à dissuader les passages. Le record enregistré lundi est *"dû aux conditions météo, optimales pour traverser en ce moment"*. Il s'inscrit dans une hausse constante des traversées en bateau depuis 2018, conséquence du verrouillage du port de Calais et du tunnel sous la Manche. Depuis le début de l'année 2022, 22 670 migrants ont ainsi effectué la dangereuse traversée. Soit presque le double de l'année dernière : à la même date, ils étaient 12 500 à avoir atteint les côtes britanniques.

## MÉDITERRANÉE

### GEO BARENTS

Dimanche 21 août 2022, les équipes du navire humanitaire de Médecins sans frontières (MSF) venaient juste de terminer des exercices d'entraînement et s'apprêtaient à rejoindre la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone) libyenne quand ils ont été alertés par le centre de coordination italien. Rome a demandé au Geo Barents de porter assistance à une centaine de migrants en détresse au large des côtes italiennes. Au total, 106 personnes ont été prises en charge par les humanitaires. Parmi les rescapés, on compte 26 femmes et 42 mineurs, dont sept jeunes enfants âgés entre un et quatre ans, précise MSF. L'équipage attend désormais les instructions des Italiens pour débarquer les exilés dans un port du pays, et reprendre la route vers les côtes libyennes. L'embarcation secourue par MSF dimanche avait quitté quelques jours plus tôt la Turquie, distante de près de 2 000 km de l'Italie. La route qui mène des côtes turques vers l'extrême-sud de la botte italienne est de plus en plus empruntée par les migrants désireux de rejoindre l'Union européenne (UE) et d'éviter la Grèce, extrêmement surveillée. Au 10 août 2022, plus de 7 000 personnes avaient de cette façon, débarqué sur les côtes calabraises. Elles étaient 9 700 au cours de toute l'année 2021, et 2 500 en 2020.

### OPEN ARMS UNO

Le navire Open Arms, qui était jusqu'alors affrété par l'ONG, vieux de plus de 50 ans, est désormais mobilisé, lui, sur le terrain de la guerre en Ukraine : il sert à l'approvisionnement de vivres dans la région d'Odessa et à l'évacuation de réfugiés. En Méditerranée, il a secouru depuis 2017 plus

de 7 300 personnes.

C'est la première mission en Méditerranée centrale de l'Open Arms Uno, l'un des plus gros navires de sauvetage humanitaire en Europe. Équipé d'une clinique de 26 lits, il est prévu pour effectuer des opérations de sauvetage massives même dans des conditions météorologiques difficiles et peut accueillir jusqu'à 1 000 migrants à bord. L'arrivée en Méditerranée centrale de ce nouveau navire ambulance répond à une urgence humanitaire qui ne faiblit pas et à *"la passivité et au silence des autorités responsables"*. Les ONG de sauvetage en mer sont débordées face aux tentatives de traversées, toujours plus nombreuses notamment durant l'été.

L'Open Arms Uno a sauvé, mercredi 17 août 2022, 101 personnes en détresse. L'opération de sauvetage a eu lieu en Méditerranée centrale, au large des côtes tunisiennes, où le bateau humanitaire a cherché durant des heures une embarcation en bois surchargée qui lui avait été signalée par la plateforme d'urgence Alarm Phone. *"Les personnes montraient des signes de déshydratation. Elles naviguaient depuis un jour et étaient déjà à la dérive", "Elles sont maintenant en sécurité."* Le navire attendait toujours, vendredi matin 26 août 2022, au large de l'Italie la confirmation des autorités italiennes pour débarquer les exilés qui se trouvent à son bord dans un port sûr.

## OCEAN VIKING

Dans la nuit de mercredi à Jeudi 25 août 2022, il a secouru 41 migrants dont trouvent trois femmes et trois mineurs non-accompagnés, se trouvant dans une embarcation en bois qui prenait l'eau. Les équipes à bord du navire ont *« repéré quatre embarcations vides dans la région de recherche et de sauvetage libyenne, dont une sans moteur, près d'une position de détresse »*. *« Sans communication des autorités maritimes, le sort des personnes à bord reste inconnu »*.

<https://diasporaenligne.net/?p=87771> – La rédaction-avec AFP- Publié, le: 25/08/2022

Quelques heures plus tard, et toujours dans la zone de recherche et de sauvetage libyenne, le navire a rejoint le **Nadir**, navire de l'ONG allemande Resqship, et a secouru 12 personnes, dont 9 mineurs non-accompagnés. Les rescapés ont indiqué *"avoir passé 3 jours en mer"* et *"présent[ai]ent des signes élevés d'épuisement et de déshydratation"*.

Les troisièmes et quatrièmes sauvetages ont eu lieu en fin de journée dans les eaux internationales de la zone de recherche et de sauvetage maltaise. Les équipes de l'Ocean Viking ont d'abord évacué 40 personnes d'une embarcation en bois avant d'en secourir, en coopération avec l'**Astral** d'Open Arms, 119 de plus.

Plus de 200 personnes se trouvent désormais à bord de l'Ocean Viking. Parmi elles, des exilés originaires du Bangladesh, d'Égypte, ou encore du Pakistan.

## UNION EUROPÉENNE

### ***EN EUROPE : QUELS SONT LES ETRANGERS QUI PEUVENT PARTICIPER AUX ELECTIONS***

En France, le droit de vote des étrangers aux élections municipales revient sur la table. Le 9 août 2022, un député français (Renaissance, ex-LREM) a déposé une proposition de loi pour permettre aux étrangers de voter aux élections municipales, quel que soit le pays d'origine de la personne. *"Cette reconnaissance se fait attendre, a-t-il plaidé. Nous la devons pourtant à celles et ceux qui, bien souvent et depuis longtemps, participent au dynamisme de notre société."* Cela fait des années que ce sujet, qui divise la gauche et la droite française, revient régulièrement sur le devant de la scène. En 2012, François Hollande, l'ex-président français, alors en campagne, en avait fait une

promesse, non-tenue. À l'heure actuelle, un étranger originaire d'un pays non membre de l'Union européenne (UE) ne peut ainsi participer à aucun scrutin dans l'Hexagone, même après des décennies de vie en France.

Tour d'horizon de ce qui se fait en la matière dans les autres pays de l'Union européenne.

- **Les pays favorables**

**L'Irlande** est le premier pays de l'UE à avoir, en 1963, accordé le droit de vote aux élections municipales à tous ses résidents. Les étrangers peuvent également être élus lors de ces scrutins. Depuis 1992, ce droit de vote n'est plus conditionné à une durée minimale de séjour dans le pays.

Dans le sillage de l'Irlande, le **Luxembourg** a adopté, en juillet dernier 2022, une loi facilitant grandement le droit de vote des résidents étrangers : il est désormais possible pour ces derniers de voter aux élections municipales, et ce dès leur arrivée dans le pays. La condition qui existait jusque-là, d'avoir résidé au moins cinq ans dans le pays, a été supprimée.

- **Les pays où ce droit est soumis à conditions**

Dans plusieurs pays de l'UE, il est possible pour un étranger extra-européen de voter aux élections locales, à condition de pouvoir justifier d'un séjour de plusieurs années dans le pays. La durée varie entre deux et cinq ans selon les États. Elle est, par exemple, de deux ans en **Finlande**, de trois ans en **Suède** et en **Norvège**, de quatre ans au **Danemark** et de cinq ans aux **Pays-Bas**, en **Belgique**, et en **Slovénie**.

- **Les pays réticents**

**L'Allemagne**, **l'Italie** et **la Pologne** sont sur la même longueur d'ondes que la France : aucun de ces pays n'accorde le droit de vote aux personnes étrangères issues de pays non membres de l'Union européenne. Ils font partie des onze pays européens qui interdisent cette mesure, quelle que soit la durée de séjour des ressortissants étrangers sur le territoire national.

La **Grèce**, elle, a fait marche arrière sur cette question. En 2010, à la faveur d'une décision du gouvernement socialiste de Georges Papandréou, le pays avait accordé le droit de vote, aux municipales, des étrangers ressortissants de pays hors UE. Ces derniers devaient posséder un permis de séjour. Quatre ans plus tard, toutefois, le Conseil constitutionnel a invalidé cette mesure, la jugeant anticonstitutionnelle.

- **Ceux qui l'accordent aux ressortissants de leurs anciennes colonies**

**L'Espagne** et le **Portugal** adoptent un système particulier : ils accordent le droit de vote aux ressortissants de certains pays, en particulier ceux de leurs anciennes colonies (Argentine, Chili, Uruguay, d'un côté, et Brésil et Cap Vert, de l'autre), sous réserve, d'une part, de réciprocité de la part de ces pays et, d'autre part, d'une durée minimum de résidence.

Quant à la **République tchèque** et à **Malte**, ils se sont octroyés "la possibilité de conclure des accords bilatéraux pour y autoriser certains ressortissants, ce qui n'a pas encore eu lieu".

## **ALLEMAGNE**

Un Sénégalais a été arrêté récemment à l'aéroport de Berlin. Il était accompagné de deux femmes et d'un garçon. La police allemande, qui avait reçu des informations sur lui avant son arrivée

en Allemagne, l'accuse de trafic d'êtres humains. « *Il ne connaissait ni d'Adam ni d'Eve les trois personnes qui faisaient le voyage avec lui* », selon Les Echos de vendredi 26 août 2022. Interpellé dès sa descente d'avion, il a été conduit dans une salle et interrogé sur les motifs de son voyage et ses liens avec les personnes qui l'accompagnent. Il a déclaré être l'oncle du garçon. Mais malheureusement pour lui, le garçon, interrogé à son tour, le démentira. Précisant avoir été forcé de voyager avec cet homme qu'il ne connaît pas. Les deux femmes iront dans le même sens que l'enfant. Il sera jugé le 31 août 2022 pour trafic d'êtres humains.

<https://diasporaenligne.net/?p=87670>

Arrivé en Allemagne de l'Est (RDA) en 1987, un vietnamien et sa compagne ont aujourd'hui une fille de cinq ans, née dans l'Allemagne réunifiée, et vivent à Chemnitz, au sud de Leipzig, dans l'est du pays. Après 35 ans de vie et de travail en Allemagne, une commission a rejeté la demande de Pham Phi Son de pouvoir rester dans le pays, au prétexte qu'il a séjourné au Vietnam pendant plus de six mois en 2016 pour y recevoir des soins médicaux. Le Conseil des réfugiés de Saxe vient ainsi de lancer une pétition en ligne pour protester devant le Parlement régional contre l'expulsion de Pham Phi Son. En une semaine, elle a déjà été signée par près de 74 000 personnes. "Cette procédure est un scandale, car elle menace une famille pleinement intégrée qui a suffisamment d'offres d'emploi pour subvenir à ses besoins. *"Après plus de 30 ans, M. Pham est tout autant un résident de facto que sa fille, née en Allemagne et âgée de 5 ans"*. Le chargé des étrangers du Land de Saxe, la commission avait traité le cas de Pham Phi Son en 2019 et rejeté sa demande. Une nouvelle demande en 2022 a également été refusée car *"la situation factuelle ou juridique n'a pas changé de manière significative en faveur de la personne concernée"*. Le dossier a été transmis au ministère allemand de l'Intérieur.

En Allemagne, où les rentrées sont étalées en fonction des Länder, des millions d'enfants ont déjà repris le chemin de l'école. À Berlin, les classes ont rouvert il y a une semaine. Mais pas pour plusieurs centaines d'enfants de réfugiés, confrontés à une pénurie de professeurs. La situation est particulièrement tendue pour les enfants de réfugiés ne parlant pas allemand, scolarisés dans des classes dites "de bienvenue", où ils apprennent d'abord la langue avant d'intégrer le cursus régulier. À la rentrée, 50 nouvelles classes de ce genre ont ouvert dans la ville. Pourtant, le nombre de places est insuffisant dans presque tous les districts. Pankow, dans le nord de Berlin, 330 élèves de primaire, dont 180 petits Ukrainiens, sont ainsi toujours dans l'attente d'une place en classe, une semaine après la rentrée. Plus à l'est, à Marzahn, 300 élèves sont sur liste d'attente. Une catastrophe pour ces enfants ayant fui leur pays.

La municipalité sur la sellette évoque l'extrême mobilité des familles ukrainiennes, ainsi que les arrivées permanentes en provenance de Syrie ou d'Afghanistan qui n'auraient pas permis de planifier correctement la rentrée. Il lui faut trouver dans l'urgence des enseignants et des locaux adaptés.

## **AUTRICHE**

Deux hommes et une femme, migrants clandestins, ont été tués et plusieurs autres ont été blessés, samedi 13 août 2022, à un poste-frontière avec la Slovaquie. Vingt personnes, dont quatre enfants, étaient entassées dans la camionnette lorsqu'elle s'est renversée. Le véhicule tentait d'échapper à la police des frontières. Le conducteur, d'origine russe présumée, a été arrêté.

## **BULGARIE**

Jeudi 25 août 2022 à 5 heures du matin, un bus a percuté une voiture de police, tuant les deux policiers, âgés de 31 et 43 ans, à son bord. Cela s'est passé à Burgas, ville bulgare sur les rives de la mer Noire. Le bus transportant des migrants avait déjà refusé de s'arrêter à deux points de contrôle de la police des frontières. *"Le véhicule ne s'est pas arrêté malgré deux contrôles routiers. Une patrouille l'a alors pris en chasse et lui a barré le chemin"*. Le véhicule s'est ensuite encastré

dans un arrêt de bus d'un quartier résidentiel de la ville. 47 passagers d'origine syrienne, dont des femmes et des enfants, étaient présents à bord du véhicule immatriculé en Turquie. Aucun n'a été blessé. Concernant le chauffeur qui a pris la fuite, le procureur du district, a qualifié son acte de *"conscient et délibéré"*. Une enquête a été ouverte et cinq personnes ont été arrêtées. Il s'agit de trois ressortissants syriens, dont l'un est soupçonné d'être l'organisateur, et de deux Bulgares. Un hommage sera rendu aux deux hommes vendredi à la mi-journée. La Bulgarie, de sept millions d'habitants, est régulièrement traversée par des candidats à l'exil souhaitant rejoindre l'Europe. Une clôture de barbelés sur 259 km a été érigée entre 2014 et 2017 sur 259 km mais, étant endommagée par endroits, une centaine de soldats vont y être envoyés pour des travaux de maintenance, a annoncé le ministre qui a également évoqué l'installation prochaine de nouvelles caméras.

## ESPAGNE

Dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 août, les services de secours espagnols ont découvert les corps sans vie de trois migrants, à bord d'un bateau et 45 survivants, dont 42 hommes, deux femmes et un enfant, aux côtés des trois cadavres. L'embarcation avait été repérée en difficulté non loin de l'île de Fuerteventura, juste après minuit. *"Toutes les personnes secourues étaient marocaines, à l'exception d'un homme d'Afrique sub-saharienne"*. Le débarquement à terre a commencé vers 3h30 du matin, à Puerto del Rosario. *"Six personnes ont été hospitalisées, dont cinq dans un état grave"*

## GRECE

Lundi 15 août 2022, la police grecque a annoncé avoir localisés un groupe de **38 migrants bloqués sur un îlot de l'Evros**, dans la région de Lavara, à la frontière gréco-turque. Parmi ce groupe, constitué de 35 Syriens et trois Palestiniens, figuraient une femme enceinte et sept enfants. Ils ont été découverts "à environ quatre kilomètres du point initialement déclaré et qui était hors du territoire grec", sur un bateau et les migrants étaient *"tous en très bon état"* au moment de leur sauvetage. *"La femme enceinte a été hospitalisée par précaution"*. Des alertes concernant "la situation critique" de ces personnes avaient été émises par des organisations ces derniers jours, notamment par l'ONU et le Comité international de secours (IRC) qui avait exhorté les autorités à les évacuer de toute urgence. La Grèce avait affirmé, dimanche, être dans l'incapacité de les localiser malgré des recherches répétées côté grec, et avoir alerté les autorités turques pour qu'elles lancent des recherches sur leur territoire. *"Depuis qu'ils ont été localisés, les forces de police grecques et d'autres services gouvernementaux se sont précipités à leur secours, pour leur fournir des soins de santé, de la nourriture et de l'eau, et pour les transférer dans une zone de logement temporaire"*. Les autorités grecques ont, elles, tardé à confirmer le décès d'un enfant, survenu, selon elles, en territoire turc. Les autorités grecques vont demander l'aide du Comité international de la Croix-Rouge afin de *"retrouver le corps de l'enfant sur l'îlot pour qu'elle soit inhumée dignement par sa famille"*. La Grèce, mardi 16 août 2022, a accusé la Turquie d'avoir forcé ce groupe de migrants à traverser la frontière avec la Grèce.

Le **camp de migrants** d'Eleonas, à Athènes, devait être évacué, jeudi 18 août 2022, mais des heurts sont survenus entre la police et des habitants du camp. La tentative de vider les lieux de ses quelque 670 occupants, a commencé à l'aube, vers cinq heures, quand la police a enlevé les barricades que ceux-ci avaient érigées aux entrées. Malgré les conditions précaires de vie dans ce camp, des habitants s'opposent à sa fermeture. Beaucoup d'entre eux craignent en effet d'être envoyés dans une zone isolée ou bien d'être contraints de vivre à la rue. Ce jeudi 18 août 2022, les migrants et les militants défendant leur cause se sont heurtés à la police antiémeute. Selon des vidéos faites sur place, cette dernière a notamment utilisé du gaz lacrymogène pour les repousser. La police n'est finalement parvenue à expulser que quelques dizaines de personnes, ont annoncé des responsables officiels. *"En coopération avec la municipalité d'Athènes, nous procédons à la fermeture du camp d'Eleonas, à mesure que la modernisation de la zone avance et qu'il y a des places disponibles dans d'autres structures existantes"*, a expliqué le ministre des Migrations. *"Malheureusement, un petit nombre de migrants et des groupes qui les soutiennent tentent de dynamiter le mouvement"*. *"Tous les migrants transférés ont signé une déclaration de consentement"*, a affirmé un responsable du

ministère des Migrations, assurant que le processus d'évacuation sera achevé d'ici à la fin de l'année. La plupart des migrants d'Eleonas, qui y sont hébergés dans des conteneurs, seront transférés à Schisto, le dernier autre camp encore existant dans la capitale grecque. Eleonas a été le premier camp de migrants à ouvrir en Grèce continentale en août 2015. Plusieurs responsables du monde entier, qui souhaitent avoir un aperçu du problème migratoire en Grèce, l'ont visité, dont l'ex-président français François Hollande et la présidente du Parlement européen. La Grèce est l'une des principales portes d'entrée en Europe pour les personnes qui fuient l'Afrique et le Moyen-Orient en quête d'une vie meilleure dans l'Union européenne. Mais le nombre des arrivées a considérablement diminué ces dernières années. Les associations caritatives et les médias accusent Athènes de renvoyer illégalement les migrants, ce que le gouvernement conservateur grec dément. Pourtant, les témoignages de migrants ayant subi des refoulements, tant à la frontière terrestre que maritime, sont nombreux.

Le Conseil gouvernemental de sécurité national grec (KYSEA) a autorisé mardi 23 août 2022, **l'extension de la muraille à la frontière terrestre avec la Turquie**, dans la région de l'Evros, au nord-est du pays. Le mur s'étend actuellement sur 40 kilomètres, et une première extension de 80 kilomètres sera engagée immédiatement. À terme, l'objectif serait de clôturer l'ensemble des 220 kilomètres. Les travaux ont déjà été entamés en juin. Le KYSEA a également approuvé un ensemble de mesures, parmi lesquelles l'amélioration des équipements de surveillance électronique et le renforcement des garde-côtes à la frontière maritime. Le ministre des Migrations avait annoncé cette première extension le 19 août 2022, déclarant : *"Nous ne pouvons pas évoquer une Europe fermée, mais nous ne pouvons pas non plus avoir une Europe où ce sont les trafiquants qui décident de qui peut entrer."* Les travaux ont déjà été entamés en juin. Cette annonce intervient alors que le gouvernement grec dénonce une pression renforcée du côté turc de la frontière : *"1 500 à 1 700 tentatives (de franchissement) sont effectuées quotidiennement"*, a déclaré le ministre. Selon les données du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), plus de 7 900 exilés sont arrivés en Grèce depuis le début de l'année, dont plus de 1100 au mois d'août 2022. La Grèce accuse régulièrement la Turquie d'ouvrir sciemment ses frontières et d'*"instrumentaliser"* la migration pour en faire un moyen de pression sur l'Union européenne (UE). Une affirmation démentie par Ankara, qui dit assumer un *"fardeau"* énorme en accueillant quelque 4 millions de réfugiés sur son sol, dont la plupart ont fui la guerre civile en Syrie. L'extension du mur à la frontière pourra être réalisée avec des fonds nationaux, au cas où la Commission européenne refuse à nouveau la demande de financements de la Grèce (ce qu'elle a déjà refusé précédemment).

Alors que le gouvernement grec est régulièrement mis en cause sur la question des refoulements vers la Turquie, le ministre grec des Migrations défend ces pratiques en affirmant que **la Turquie est un pays sûr** pour les migrants originaires de Syrie, d'Afghanistan, du Pakistan, du Bangladesh et de Somalie. Les personnes venant de ces pays et entrant en Grèce se voient, depuis, systématiquement refuser l'asile au motif qu'elles devraient déposer leur demande en Turquie. Seuls les individus contraints de se réfugier en Turquie à la suite d'événements survenus en Europe peuvent jouir des droits et de la protection prévus au titre de la Convention, précise le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La Grèce n'a pas de frontière avec l'Afrique donc si des personnes ont besoin de protection en Afrique, la Grèce ne devrait pas être la première destination. Il faut être très clair sur le fait que la Grèce est très stricte vis-à-vis des personnes qui entrent illégalement dans le pays. Si les personnes veulent venir en Grèce pour travailler, elles doivent venir dans le cadre d'un accord bilatéral sur l'emploi saisonnier comme celui que nous avons conclu avec le Bangladesh. La Grèce et le Bangladesh ont signé il y a environ six mois un accord pour délivrer des visas de travail temporaires à 4 000 ressortissants bangladais chaque année. Dans le cadre du même programme, jusqu'à 15 000 Bangladais sans-papiers travaillant déjà en Grèce verront leur statut légalisé.

*"Rien qu'au cours du mois d'août, jusqu'à présent, environ 25 000 migrants irréguliers ont tenté d'entrer illégalement par les frontières gréco-turques"*, a déclaré mercredi 24 août 2022, le ministre de la Protection civile. Ce chiffre est plus de trois fois supérieur au nombre d'arrivées comptabilisées sur toute l'année 2022. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM),

**7 375 migrants** sont entrés dans le pays depuis le 1er janvier. Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) dénombre quant à lui 7 936 arrivées à la même période. Le ministre grec n'a pas donné plus de détails sur le nombre de migrants parvenus à entrer sur le territoire grec, laissant entendre que la grande majorité ont été empêchés de traverser la frontière. *"Il ne s'agit pas de statistiques officielles, nous ne savons donc pas comment elles ont été recueillies,". Il n'y a pas d'explication quant à ce qui y est inclus : les individus qui ont tenté de franchir la frontière, ou bien toutes les tentatives, probablement répétées par les mêmes personnes."* Pour un analyste du collectif d'associations Border violence monitoring, qui recense les cas de violences policières aux frontières de l'UE, les autorités grecques utilisent les statistiques de tentatives de traversées pour soutenir leur politique. *"Ce genre de discours guerriers sur l'instrumentalisation des migrants est utilisé pour légitimer les actions du gouvernement grec et ses arguments de surveillance, et justifier les violations des droits humains qui ont lieu."*

Deux exilés, originaires d'Érythrée et d'Éthiopie, ont déposé, avec l'aide de l'association Greek Helsinki monitor, une plainte auprès du procureur d'Orestiada, en Grèce, pour dénoncer les mauvais traitements dont ils ont été victimes au cours de plusieurs tentatives de passage de la frontière gréco-turque. Les deux hommes ont tenté à deux reprises de pénétrer illégalement en Grèce, pour y demander l'asile, les 19 et 22 juin, avec un groupe. Ils ont affirmé avoir été, à chaque fois, battus et torturés avant d'être refoulés vers la Turquie par des garde-frontières grecs assistés de personnes arabophones. Les deux exilés, qui se trouvent actuellement en Turquie, ont pris des photos de leurs blessures. Ils ont également remis au Greek Helsinki monitor des vidéos dans lesquelles ils témoignent des sévices qu'ils ont subi. Ces témoignages permettent d'étayer les accusations de violences des garde-frontières lors des opérations de refoulements. Ils confirment aussi l'utilisation par la police grecque d'auxiliaires étrangers, migrants eux-mêmes, pour repousser les exilés qui cherchent à entrer en Grèce.

## **ITALIE**

Le centre Astalli est la section italienne du Service Jésuite des Réfugiés. Au centre de ses services sont le soutien aux réfugiés et le partage de leurs expériences : premier accueil (pour les réfugiés récemment arrivés en Italie), activités de sensibilisation et à l'engagement dans le plaidoyer, qui vise à changer les politiques injustes au niveau local, national ou international. Le Centro Astalli offre une variété de services aux demandeurs d'asile et aux réfugiés, tels que des repas chauds quotidiens, des cours d'italien, un abri, des services médicaux et un soutien juridique.

### **Passer de la rhétorique de l'invasion au défi de l'intégration**

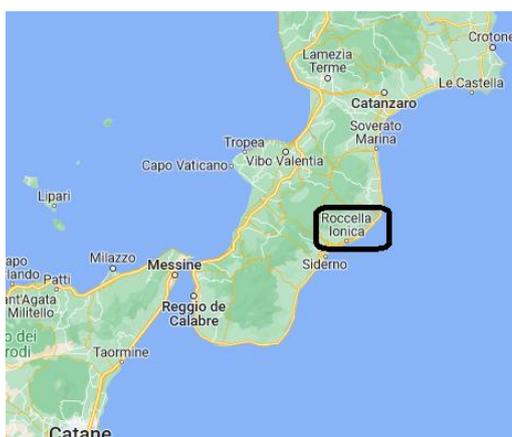
Le naufrage sur les routes de la Méditerranée présente toujours le même scénario : le sauvetage en mer, le premier accueil, puis le rapatriement ou le séjour dans le pays d'arrivée, mais sans aucune perspective d'avenir. Le phénomène migratoire est désormais quelque chose de structurel et doit être sérieusement abordé par l'ensemble de l'Europe. *«il n'y a toujours pas de prise de conscience, ni de volonté politique de considérer que le phénomène migratoire se compose de plusieurs parties : le départ des personnes, la sécurité sur les trajets ; puis, lorsque ces personnes arrivent, il faut compter également les processus d'accompagnement, d'intégration et d'inclusion sur le territoire qui les accueille »* affirme le directeur du Centre Astalli pour les réfugiés qui fait savoir qu'il y a un besoin de personnes pour aider les Italiens dans leur travail. *« Arrêtons donc la rhétorique de l'invasion et abordons plutôt le problème de l'intégration, d'une société de plus en plus plurielle, dans laquelle les personnes qui arrivent doivent s'intégrer, mais aussi celles qui accueillent doivent avoir une perspective inclusive »*. En outre, la question de la guerre en Ukraine nous a fait prendre conscience que les guerres existent, partout dans le monde, et qu'une guerre a éclaté en Europe et que nous avons été capables de gérer les mouvements de population. Bien sûr, nous aurions pu faire mieux, mais même avec un nombre élevé d'arrivées, la diaspora ukrainienne en Italie nous a permis d'accueillir ces personnes. Tout cela doit d'une certaine manière nous faire prendre conscience que dans les situations de crise, les populations migrantes, les populations en marge, risquent de souffrir le plus. Et puis, nous avons les ressources en tant que pays, et en tant qu'Europe pour faire face à ces

*flux migratoires, et très souvent la rhétorique nous pousse à dire : nous ne sommes pas en mesure de les accueillir ou nous devons les renvoyer dans leurs pays, ou encore une fois, nous devons nous défendre contre ces invasions. Il n'y a pas d'invasions. Il n'y a que des gens qui fuient et qui ont besoin d'être accueillis et intégrés. Le risque est que l'on oublie que même ceux que nous appelons les migrants économiques fuient cette grave situation d'inégalité, qui met à genoux une grande partie de la population mondiale, fait face à cette crise climatique, à la désertification, à ces inégalités économiques liées à la privation de nombreux territoires des ressources nécessaires. Donc, en réalité, il n'y a pas de migrants de première classe ou, en tout cas, certaines personnes qui ont le droit d'être accueillies et d'autres qui n'ont pas le droit d'être accueillies ; tous les migrants qui fuient, précisément parce qu'ils ne peuvent pas survivre dignement dans leur propre pays, devraient avoir la possibilité d'être accueillis et d'avoir une nouvelle vie dans d'autres parties du monde. Il existe aussi un droit de rester sur sa propre terre. Nous oublions trop souvent ces pays, que nous spolions bien souvent. Nous devrions au contraire garantir à chacun le droit de pouvoir rester chez soi, sans être contraint par l'injustice, par les crises climatiques, par les guerres, de quitter sa patrie pour aller dans un endroit ailleurs qui, très souvent, ne veut pas accueillir ces personnes. Nous oublions trop souvent que nous sommes tous interconnectés, de sorte qu'un pays en difficulté qui n'arrive pas à suivre les autres est une plaie pour tous les autres. Ainsi, l'investissement à la fois économique, mais aussi culturel dans de nombreux pays aurait des répercussions positives dans de nombreuses autres parties du monde.*

<https://jrs.net/fr/pays/italie/>

## **Une nouvelle route s'est ouverte depuis la Turquie**

De nombreux migrants désireux de rejoindre l'Union européenne optent désormais pour la route calabraise, qui mène des côtes turques à l'extrême-sud de l'Italie. Les embarcations qui empruntent cette route depuis les côtes turques sont essentiellement des voiliers. D'après les témoignages recueillis par la Croix-Rouge, certains migrants embarqueraient d'abord sur ces bateaux avant d'être transférés - en cours de route - par groupe d'une cinquantaine de personnes sur des embarcations plus petites, en bois ou pneumatiques. Ce procédé est parfois qualifié de "traversée de première classe", en raison du type de bateaux utilisé et de la somme déboursée par les exilés : autour de 10 000 dollars pour un adulte, et 4 500 dollars pour un enfant. Cette est très périlleuse, car pour le trajet depuis les côtes turques jusqu'en Calabre, il faut compter sept jours de navigation. De nombreux cas de déshydratation ont ainsi été rapportés, certains passagers expliquant qu'ils ont été obligés de boire de l'eau de mer mélangée à du sucre.



<https://www.google.com/maps/@38.8541967,15.1781579,8z>

Sur cette route migratoire entre les côtes turques et la mer Ionienne, longue et dangereuse, il arrive que les migrants ne survivent pas au voyage. Cette route, jusqu'ici peu fréquentée, n'est pas surveillée par les ONG. Il est donc plus difficile d'y détecter les naufrages qui, de fait, pourraient être plus nombreux.

Le 10 août 2022, un débarquement a été opéré par les autorités à Roccella Ionica. Le

troisième en six jours, un record. Les 59 migrants secourus, dont des mineurs non accompagnés, étaient tous pakistanais. Ils avaient été repérés en détresse sur un voilier, au large de Monasterace. Au 10 août 2022, plus de 7 000 personnes avaient de cette façon, débarqué sur les côtes calabraises. Elles étaient 9 700 au cours de toute l'année 2021, et 2 500 en 2020. Entre vendredi 12 et samedi 13 août 2022, 660 autres personnes ont été secourues dans la même zone. Les passagers, originaires d'Afghanistan, d'Iran, de Syrie et d'Égypte, avaient quitté les côtes turques entre le 7 et le 8 août 2022. Une fois débarqués sur la terre ferme, ils ont été emmenés au centre d'accueil d'Isola Capo Rizzuto, dans la région de Crotona. Dans la soirée du mardi 16 août, un bateau de pêche avec 490 migrants à bord, a été secouru dans la mer Ionienne par les garde-côtes, au large de la ville de Roccella Ionica. Deux opérations de sauvetage ont été nécessaires pour secourir les passagers, en provenance de Libye : la première a permis de transférer 240 migrants au port de Roccella Ionica, la seconde, les 250 restants à Messine, en Sicile. La situation a poussé, mi-juillet, Médecins sans frontières (MSF) à constituer pour la première fois une équipe d'urgence à Roccella Ionica. Composée de médecins, d'infirmiers, de psychologues et de médiateurs interculturels, celle-ci est postée dans une clinique à l'extérieur du port, à quelques mètres d'un centre géré par la Croix-Rouge italienne. *"Nous nous tenons toujours prêts, car ces derniers temps, les moments d'accalmie ne dépassent pas deux heures"*, assure la coordinatrice de la Croix-Rouge locale.

Mercredi 24 août 2022, un bateau transportant 451 personnes est arrivé à Catanzaro, dans le sud de l'Italie, par ses propres moyens. Les garde-côtes ont transbordé les migrants sur des plus petits canots afin de leur permettre de débarquer en toute sécurité. Les exilés, originaires du Soudan, d'Égypte et de Syrie, ont ensuite été pris en charge par les autorités et transférés dans un gymnase de la ville, après avoir reçu les premiers soins.

À l'approche des **élections législatives** du 25 septembre 2022 dans le pays, une candidate **d'extrême droite** se détache du lot : 45 ans, présidente du parti Fratelli d'Italia (FDI), et incarnation vivante de l'esprit postfasciste. La coalition des droites, dans laquelle le FDI est le principal parti aux côtés de la Ligue et de Forza Italia, est en tête avec 46%, devançant largement la gauche, à 30%, dans les enquêtes d'opinion. Elle et son parti sont les héritiers du Mouvement social italien (MSI), parti néofasciste créé après la Seconde Guerre mondiale. *"La sécurité dans nos villes est hors de contrôle, grâce aussi aux politiques d'immigration surréalistes que vous avez menées."* Dit-elle en s'adressant au leader du Parti démocrate (PD, centre-gauche).

## **PAYS-BAS**

Mercredi 24 août 2022, un bébé de trois mois qui vivait dans une salle de sport de Ter Apel, le centre d'hébergement de l'est du pays, est mort. Une enquête a été ouverte. Elle doit notamment déterminer les causes de la mort du nourrisson dont le genre et la nationalité sont encore inconnus. *"Actuellement, on ne sait pas grand-chose sur la mort du bébé, mais les premiers soins prodigués n'ont pas permis de ranimer l'enfant"*. Ce drame survient alors que le système d'accueil néerlandais est dans la tourmente depuis un an, en raison d'un nombre insuffisant de structures pour héberger les demandeurs d'asile dont la majorité sont originaires de Syrie, d'Afghanistan et de différents pays africains. Le problème s'est aggravé depuis le début de la guerre en Ukraine et l'arrivée de réfugiés ukrainiens dans le pays. La situation est particulièrement préoccupante dans le centre d'accueil de Ter Apel - le principal du pays - où sont envoyés les demandeurs d'asile avant d'être répartis dans le pays. Prévue pour héberger 2 000 personnes, la structure est surchargée et, depuis plusieurs semaines, des exilés sont contraints de dormir à l'extérieur. Leur nombre a augmenté ces derniers jours et, jeudi, ils étaient environ 700 à dormir sur des matelas gonflables ou à même le sol, dans des conditions humanitaires désastreuses. Certains exilés sont, eux, logés - comme la famille du bébé décédé - dans des gymnases de la ville. Médecins sans frontières (MSF) à lancer, jeudi, une mission humanitaire sur les lieux, la première aux Pays-Bas. *"L'équipe [de MSF] a parlé à des personnes qui n'avaient pas pu se laver depuis une semaine. Certains avaient contracté une maladie de peau à cause du manque d'hygiène"*, parmi les exilés se trouvent *"des femmes enceintes, des enfants et des personnes atteintes de maladies chroniques, comme le diabète."* la Croix-Rouge qui a installé, début août, une clinique mobile sur place et accueille les personnes souffrant de blessures ou

d'infections de la peau. Face à cette situation, le Conseil néerlandais pour les réfugiés a engagé, le 17 août 2022, une procédure en référé contre le gouvernement central néerlandais et l'Agence centrale pour l'accueil des demandeurs d'asile (COA). Il dresse la liste de ses exigences concernant les conditions de vie des migrants et réclame que celles-ci soient satisfaites *"d'ici le 1er octobre"*. Ces demandes concernent un *"accès jour et nuit à l'eau potable, un accès aux soins de santé nécessaires, un certain degré d'intimité grâce à une chambre fermée pour les familles ou les groupes jusqu'à six personnes, un accès à des douches et toilettes pour tous les demandeurs d'asile, des repas adéquats et un accès à la scolarité et à des jeux pour les enfants"*. Le Conseil pour les réfugiés dénonce une crise *"causée par des choix politiques"* et qui *"aurait pu être évitée"*. *"En raison de la réduction du Service de l'immigration et de la naturalisation (IND) et de la fermeture des centres pour demandeurs d'asile, le système d'asile est en état de crise permanent depuis des années"*, mais aussi la réticence de certaines municipalités à accueillir sur leur territoire des centres d'hébergement pour demandeurs d'asile. *"Cela a créé une impasse administrative : il y a suffisamment de lieux pour accueillir le nombre actuel de demandeurs d'asile, mais de nombreuses municipalités refusent de coopérer."* Preuve de cette réticence : des habitants de la petite ville d'Albergen, dans l'est, protestent depuis des jours contre les plans de l'agence néerlandaise pour les réfugiés de loger jusqu'à 300 demandeurs d'asile dans un hôtel de la ville. Scandant des slogans comme *"Non aux demandeurs d'asile !"* et *"Partez !"*, des habitants ont assuré que la décision leur avait été imposée malgré les objections selon lesquelles la ville était trop petite pour l'afflux de centaines d'étrangers. Les autorités envisageaient d'amarrer trois grands navires dans leurs ports, voire de les ancrer au large si ces énormes bateaux ne trouvent pas de place à quai, afin de loger les migrants. Mais cette solution a été vivement critiquée par plusieurs instances engagées dans l'aide aux migrants. En premier lieu, le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR). *"Vous placez [les demandeurs d'asile, ndlr] en dehors de la société. Ils n'auront aucune liberté de mouvement. Et les traumatismes existants peuvent refaire surface [dans ces conditions]"*, avait affirmé la branche néerlandaise de l'agence onusienne.

## PORTUGAL

La nouvelle loi de l'immigration adoptée fin juillet 2022 par l'Assemblée nationale vient encadrer le processus destiné à favoriser la mobilité. Elle instaure l'attribution de visas courts, de 120 jours, qui peuvent être prolongés de 60 jours et pour lesquels les procédures bureaucratiques seront assouplies. Jusqu'à présent, un étranger d'un pays tiers ne pouvait entrer sur le territoire qu'à l'abri d'un visa de tourisme, obligeant le demandeur à de très longues et fastidieuses démarches auprès de la police des frontières pour obtenir le certificat de résidence. *« Le Portugal est un pays d'immigration. Nous accueillons beaucoup d'immigrés. Mais nous souhaitons accueillir les immigrants comme nous voulons que nos émigrés le soient dans leur pays d'accueil »*, a déclaré la ministre adjointe. Le Portugal a besoin de main d'œuvre dans des secteurs clés. Le tourisme, la construction, l'industrie textile et de la chaussure et dans la technologie de pointe. *« Nous avons besoin de 45 000 travailleurs dans le secteur du tourisme et à tous les niveaux : hôtellerie, restauration, animations et services associés comme l'entretien et l'hygiène. Nous applaudissons l'initiative législative »*. La Région touristique d'Algarve voit sa population passer de 500 000 personnes à cinq millions les mois d'été et la haute saison requiert une main d'œuvre saisonnière. *« Suite aux accords de mobilité, nous avons instauré un partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations en ce qui concerne le Cap-Vert. Sous l'égide de cet organisme de l'ONU, nous nous sommes rendus dans le pays afin de mettre en place la collaboration. Elle se fera au niveau des Instituts de l'emploi. Du côté portugais, une gestion rigoureuse des offres d'emploi et du côté du Cap-Vert une sélection poussée des candidats. En principe, ce sont les consulats qui vont gérer les visas »*, explique Joao Fernandes. Le responsable se félicite aussi que le dispositif puisse atteindre les 20% de jeunes « ni-ni » du Cap-Vert : ni travailleurs, ni étudiants. L'une des particularités du système est qu'il pourra jouer avec les cycles de saisonnalité touristique inversée, entre les pays émetteurs et récepteurs de main d'œuvre. Une situation particulièrement intéressante pour les grands groupes hôteliers implantés dans différents pays. Le Portugal, qui a élargi ses accords de mobilité avec des pays comme l'Inde et le Maroc, prépare pour la fin de l'année un déplacement dans ce pays. La délégation sera composée de membres du gouvernement, d'institutionnels et d'entreprises.

Lisbonne veut garantir que les démarches ne seront pas compliquées par le SEF, le service de l'immigration, perpétuellement débordé. Le règlement d'application du texte de loi est attendu avec impatience, mais les effets bénéfiques pour l'emploi ne se feront pas sentir avant 2023. Les responsables affirment qu'il n'y aura pas de dérives de sous-emploi et d'exploitation humaine. Enfin, l'établissement de couloirs d'immigration dûment établis entre institutions « sœurs » est présenté comme la meilleure garantie d'éviter l'immigration illégale. « *Le risque existe. Nous essayons de le minimiser* ».

<https://www.rfi.fr/europe/20220820-le-portugal-en-qu%C3%AAtre-de-travailleurs-%C3%A9trangers-pour-ses-secteurs-cl%C3%A9s>

## VATICAN

La **108ème Journée mondiale du Migrant et du Réfugié**, sera célébrée le 25 septembre 2022. La section Migrants et Réfugiés du dicastère pour le Service du Développement humain intégral. Le pape François demande : « **Comment favoriser une rencontre enrichissante avec les migrants et les réfugiés** » après avoir répété que « *la présence de migrants et de réfugiés représente une grande opportunité de croissance culturelle et spirituelle pour tous* » et que « *pour cette raison, il est essentiel de promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux et de construire l'avenir sur des valeurs communes* ». Il invite **chacun à répondre à la question posée**, en envoyant sa propre contribution, avec une petite vidéo ou une photo, à [media@migrants-refugees.va](mailto:media@migrants-refugees.va) ou en répondant directement sur les médias sociaux de la section Migrants et Réfugiés. Tout le matériel de la campagne de communication se trouve sur la page dédiée du site web et peut être librement téléchargé, publié, utilisé et partagé.

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2022-07/pape-migrants-accueil-dicastere-service-developpement-humain.html>

# ONU – ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

La 108ème Journée mondiale du Migrant et du Réfugié, sera célébrée le 25 septembre 2022.

<https://www.vaticannews.va/fr/pape/news/2022-07/pape-migrants-accueil-dicastere-service-developpement-humain.html>

L'Union européenne va verser au Maroc la somme de 500 millions d'euros "pour renforcer ses actions dans la lutte contre l'immigration clandestine", sait-on depuis lundi 15 août 2022. C'est une preuve de plus du rapprochement qui s'opère entre le Maroc et l'Union européenne au sujet des questions migratoires. Cet argent servira à l'appui à la gestion des frontières, le renforcement de la coopération policière (y compris les enquêtes conjointes), et la sensibilisation aux dangers de l'immigration irrégulière, "au développement des politiques d'intégration et de protection des réfugiés au Maroc", ainsi qu'à "la lutte contre les mafias". Le Maroc avait reçu précédemment 343 millions d'euros. Le 8 juillet 2022, la commissaire européenne chargée des affaires intérieures et le ministre espagnol de l'Intérieur, avaient rencontré à Rabat le ministre de l'Intérieur marocain. Ensemble, ils avaient lancé "un partenariat rénové en matière de migration et de lutte contre les réseaux de trafic de personnes", peut-on lire dans un communiqué de la Commission européenne. Celui-ci couvre les mêmes prérogatives que l'aide financière décidée ces derniers jours. En mars 2022, le commissaire européen chargé du voisinage et de l'élargissement avait posé, depuis Rabat, les jalons de cette collaboration renforcée. "Nous sommes très reconnaissants du travail dur et persistant réalisé par le Maroc et qui doit se poursuivre. Et nous sommes prêts à contribuer de notre part pour faciliter ce travail, parce que nous sommes convaincus que l'immigration irrégulière est

une source d'instabilité et de vulnérabilité pour la région", avait-il assuré au ministre marocain des Affaires étrangères. Pour l'Europe, l'objectif est clair : "Faire face, ensemble, aux réseaux de trafic des personnes, notamment suite à l'émergence de nouveaux modes opératoires extrêmement violents adoptés par ces réseaux criminels", indique encore le communiqué de la Commission européenne, qui voit en Rabat "un partenaire stratégique et engagé [...] en matière de migration", "loyal et fiable". "Cela fait longtemps que l'Europe et le royaume essaient de trouver des points de convergence. Mais ce dernier a longtemps résisté aux propositions européennes, ne voulant pas être 'otage' d'un accord multilatéral sur ces questions, et abîmer son image auprès des pays africains, dont il cherche à se rapprocher", explique la directrice de recherche au CNRS, spécialiste des migrations internationales. Mais aujourd'hui, le royaume s'attache au contraire "à tirer profit de sa position géographique, pour faire monter la pression côté européen, et asseoir son leadership à ce sujet". Cependant, à l'intérieur des frontières du Maroc, dont la politique migratoire est tant vantée par l'UE, s'appliquent pourtant de nombreuses violences à l'égard des migrants, sans papiers ou demandeurs d'asile. La répression des exilés est bien souvent privilégiée par les autorités, en lieu et place d'un accueil digne. Mercredi 17 août 2022, un groupe de 28 migrants doit être jugé à Nador, dans le nord-est du pays, pour avoir tenté de franchir les hautes clôtures qui séparent Melilla du territoire marocain, (voir Maroc).

## EUROPE

### UKRAINE

Un point sur les ukrainiens sortis de leur pays. Depuis le mois de février, plus de 11 millions de personnes ont fui le pays, selon l'ONU. Ils sont 6,6 millions en Europe.



Carte : © Visactu <https://www.francebleu.fr/infos/societe/la-fete-nationale-de-l-ukraine-en-isere-1661249732>

### MACEDOINE DU NORD

Mardi 23 août 2022, la police de Macédoine du Nord a arrêté une camionnette près de la ville de Stip, dans le centre du pays. À bord du véhicule, les autorités ont découvert 26 migrants originaires de Syrie, du Pakistan, d'Égypte et d'Inde. Les exilés étaient entrés illégalement en

Macédoine du Nord par la frontière grecque et envisageaient de poursuivre leur route vers la Serbie afin d'atteindre l'Europe de l'Ouest. Le chauffeur de la camionnette, un ressortissant de Macédoine du Nord soupçonné d'appartenir à un réseau de passeur, a été interpellé. Les migrants ont quant à eux été transférés dans un centre d'accueil en attendant leur expulsion vers la Grèce.

## ROYAUME-UNI

Pour tenter de décourager les migrants de traverser la Manche, le gouvernement britannique multiplie les mesures dissuasives. Un accord avec le Rwanda a été signé pour envoyer les demandeurs d'asile arrivés illégalement dans le pays. Alors que les députés conservateurs doivent se prononcer pour choisir un nouveau Premier ministre, la ministre de l'Intérieur a affirmé, jeudi 18 août, que l'accord avec le Rwanda serait effectif, peu importe la personne qui deviendra chef du gouvernement en septembre. *"Notre nouvel accord majeur avec le Nigeria augmentera les expulsions de criminels étrangers dangereux afin de rendre nos rues et notre pays plus sûrs"*, avait annoncé la ministre britannique de l'Intérieur. Il permettra aussi de *"mener ensemble le combat contre les trafiquants d'êtres humains pour s'attaquer à la migration illégale"*. Mercredi 17 août 2022, la ministre a signé un nouvel accord, cette fois-ci avec le Pakistan. Le texte doit permettre "d'expulser les ressortissants pakistanais n'ayant aucun droit légal de rester au Royaume-Uni, notamment les criminels, les demandeurs d'asile déboutés et les délinquants de l'immigration. Le Royaume-Uni affirme avoir expulsé plus de 10 000 délinquants étrangers entre janvier 2019 et décembre 2021.

Alors que le Royaume-Uni s'apprête à accueillir un nouveau Premier ministre et que le gouvernement conservateur a fait de la lutte contre les traversées en "small boat" l'une de ses priorités, un récent rapport parlementaire estime qu'au total 60 000 personnes pourraient atteindre le pays cette année. Un porte-parole du gouvernement britannique a jugé cette hausse des traversées "inacceptable", estimant que cela justifiait le durcissement de la politique migratoire. En avril, Boris Johnson avait notamment annoncé un accord très controversé avec le Rwanda : les demandeurs d'asile arrivés de manière irrégulière sur le sol britannique devraient être envoyés dans ce pays d'Afrique des Grands Lacs. Les deux candidats à la succession de Boris Johnson, ont tous deux promis de continuer cette politique.

Le Times fait état d'un nouveau rebondissement dans les tensions franco-britanniques au sujet des traversées clandestines de la Manche. *"La France reproche au Royaume-Uni de ne pas avoir payé les 8 millions de livres (10 millions d'euros) promis pour financer les patrouilles sur les plages, et ce alors qu'une nouvelle dispute diplomatique a éclaté après que 1 295 migrants ont traversé la Manche en une seule journée, un record !"* Les autorités françaises se sont justifiées en expliquant que les 800 patrouilles déployées quotidiennement ne suffisent pas à couvrir toute la côte. Les bateaux sont en effet partis de 13 endroits différents, et les passeurs ont mis au point des stratégies comme l'arrivée sur la plage *"façon flash-mob"*, qui permet aux migrants de dépasser en nombre les patrouilles, les laissant impuissantes. Les forces de l'ordre subissent aussi de plus en plus de violences. *"La situation est d'autant plus difficile que les Britanniques ne remboursent pas les dépenses engagées pour contribuer à la protection de la frontière et à la sécurité des migrants"*, a assuré la préfecture des Hauts-de-France au Times. Le Royaume-Uni s'était engagé à verser 62 millions d'euros à la France en 2021-2022 pour qu'elle accroisse le nombre de patrouilles. Il en manquerait plus de 10 millions. *"Cependant, du côté du ministère de l'Intérieur britannique, précise le Times, on conteste une telle affirmation, en certifiant que le ministère honorera 'jusqu'au dernier centime' ses engagements vis-à-vis de la France."* Les responsables assurent même être satisfaits du partenariat, qui a permis d'empêcher 17 000 passages rien qu'en 2022 et de démanteler des filières de passeurs. Du côté du parti conservateur, on évoque néanmoins un véritable gâchis financier. *"Les Français ont promis de mettre fin à cette crise si nous leur versons des millions de livres. Pourtant, il est évident qu'ils n'ont pas tenu leurs promesses, puisque, loin de diminuer, les arrivées sur nos côtes sont toujours plus nombreuses. La situation est inacceptable"*, s'est insurgée une députée conservatrice.

<https://diasporaenligne.net/?p=87761> La rédaction avec courrierinternational-24 août 2022

En juin 2022, le ministère britannique de l'Intérieur a commencé faire porter des bracelets électroniques avec GPS, à certains demandeurs d'asile, afin de pouvoir les géolocaliser en attendant le traitement de leur dossier. Le gouvernement britannique se retrouve ainsi accusé de traiter des migrants ayant fui la guerre et les persécutions comme des criminels. *"Cette approche draconienne et punitive ne montre non seulement aucune compassion pour les personnes très vulnérables, mais elle ne fera rien pour dissuader ceux qui cherchent désespérément la sécurité au Royaume-Uni"*, a déclaré le directeur général du Conseil des réfugiés. *"Ils disent se sentir déprimés, honteux et stigmatisés. Beaucoup nous ont dit qu'ils se sentaient traités comme des animaux"*. *"Le fait d'être obligé de porter un bracelet GPS à la cheville structure les moindres détails de la vie d'un individu, y compris les vêtements qu'il porte, les lieux publics qu'il fréquente, sa façon de prier, de faire de l'exercice ou de s'occuper de ses enfants. L'expérience d'une surveillance constante, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 est particulièrement traumatisante pour des personnes déjà particulièrement vulnérables, notamment les victimes de torture ou de l'esclavage moderne"*. Privacy International dénonce un *"changement draconien dans les systèmes de surveillance et de traitement intensif des données utilisées contre les personnes soumises au contrôle de l'immigration"* et a déposé plusieurs

## AFRIQUE

### LIBYE

Samedi 13 août 2022, les cadavres d'au moins 15 migrants ont été découverts dans le désert proche de la frontière avec le Soudan. Ces personnes faisaient partie d'un groupe de migrants, parmi lesquels des femmes et des enfants. Leur véhicule était tombé en panne d'essence dans le désert, dans les jours précédents la découverte. Les migrants, livrés à eux-mêmes dans le désert, n'avaient pas assez de nourriture ni d'eau. Neuf migrants ont survécu et deux autres personnes sont toujours portées disparues.

Les autorités ont affirmé avoir raflé des dizaines de migrants, tôt dans la matinée, lundi 15 août 2022, à Tripoli. Des raids dans les habitations occupées par des migrants ont été menés dans les environs d'un quartier de la capitale nommé "Airport Road". "De nombreux" migrants ont été arrêtés et sont désormais détenus, a affirmé la police dans un communiqué, sans donner plus de précisions sur le nombre exact de personnes concernées et sur le lieu de détention. La police a néanmoins divulgué des photos montrant plusieurs dizaines de migrants assis au sol et entourés d'officiers armés en uniforme dans un espace ouvert. Ces rafles ont été organisées, selon la police, en représailles à une augmentation des crimes commis dans ce quartier de la ville. Et de citer des cas de prostitution, de vols, de trafic de drogues. Toujours d'après les forces de l'ordre, cette augmentation de la criminalité est le fait des migrants. Aucune preuve concrète de leur culpabilité n'est toutefois apportée par les autorités. Des mesures judiciaires ont été prises contre ces migrants, affirment encore les forces de police, sans plus de détails. Loin de la communication officielle, sur le terrain, certains pointent une stratégie des autorités pour camoufler un incident survenu au cours du week-end. D'après Tarik Lamloom, un militant libyen de l'organisation de défense des droits de l'Homme Belaady, cité par l'agence Associated Press, deux migrants ont été tués à Tripoli, dans la zone visée par les rafles de lundi, après avoir été percutés par un véhicule. Ces hommes travaillaient comme ramasseurs d'ordures pour une entreprise gérée par les autorités. Dimanche, des funérailles qui ont rassemblé des dizaines de migrants ont été organisées en leur honneur, selon le militant. D'après ce dernier, les raids de lundi n'avaient d'autre but que de détourner l'attention de ces meurtres : il assure qu'un homme libyen aurait percuté les deux migrants à bord de son véhicule avant de s'enfuir. *"Il s'agit d'une campagne de propagande"*, a affirmé Tarik Lamloom. *"La plupart des migrants dans cette zone sont des travailleurs dans des ateliers, dans des fermes, ce ne sont pas des criminels comme ils disent."* Les migrants sont régulièrement pris pour cibles en Libye, pays en proie au chaos depuis 2011. Plusieurs centres de détention - officiels et officieux - existent à Tripoli, et dans tout le pays. Nombre de migrants y croupissent dans des conditions déplorables, selon les militants des droits de l'Homme, et sont les victimes d'abus fréquents. En 2021, les forces de sécurité ont affirmé avoir

détenu plus de 5 000 migrants, dont de nombreuses femmes et enfants, dans une partie de Tripoli. Les autorités avaient alors justifié ces arrestations par une campagne de sécurité contre l'immigration illégale et le trafic de drogues. Les Nations unies s'étaient à l'époque insurgées contre ces mesures répressives envers la population migrante, qui comprenaient du harcèlement jusque dans leur domicile, des violences physiques et des tirs d'armes à feu.

## NIGER

Le nouveau centre de transit de Yaware a été inauguré en grande pompe, vendredi 19 août. Le lieu, situé à une dizaine de kilomètres de la capitale nigérienne Niamey, doit accueillir dans les prochaines semaines deux types de public : les victimes de catastrophes naturelles et les migrants en transit. Pendant la période de mousson, entre juin et novembre, le Niger est chaque année, confronté à des inondations monstres qui ravagent les maisons. Les sinistrés sont logés le plus souvent dans des bâtiments scolaires, empêchant aux enfants de suivre les cours. "Cela va permettre de libérer les écoles et d'héberger ces personnes dans de meilleures conditions pour une période maximum de trois mois", se réjouit le chargé de programme au sein de l'Organisation internationale des migrations (OIM) au Niger. Comme l'a souligné le ministre nigérien de l'Intérieur, le pays a enregistré cette année "plus de 70 000 personnes sinistrées" et a dû faire face à l'effondrement "de nombreuses habitations et d'infrastructures socio-économiques". Hors période de catastrophes naturelles, le centre sera occupé par des migrants bénéficiant du programme de retour volontaire de l'OIM. Venus de Libye, d'Algérie ou secourus dans le désert lors de leur tentative de rejoindre les côtes nord-africaines, ces exilés seront hébergés environ 72 heures dans la structure en attendant leur vol retour vers leur pays d'origine. "Le centre est en priorité destiné aux victimes d'intempéries mais s'il est vide, les exilés pourront y rester quelques jours, mais ces deux populations ne se mélangeront pas". "Le Niger est au cœur des défis migratoires en tant que pays de départ, d'accueil et de transit des migrants". Selon le ministre, le pays "enregistre des cas de migrations de départs vers les pays de la sous-région et de l'Occident, des migrants en transit qui traversent notre pays vers d'autres destinations, des réfugiés qui fuient l'insécurité dans leur pays pour trouver l'asile au Niger ou des migrants de retour des pays d'accueil". Le site, d'une superficie d'un hectare et demi, dispose de 500 lits, répartis dans 10 dortoirs : sept sont réservés aux femmes et enfants et trois aux hommes. Des sanitaires, des hangars de repos, des cuisines, un bloc administratif et une infirmerie sont aussi à la disposition des occupants. Au total, les autorités estiment que 4 000 personnes pourront prendre place chaque année dans ce nouveau centre de transit.

## MAROC

Voir les relations avec l'union européenne (ci-dessus).

Mercredi 17 août 2022, un groupe de 28 migrants a été jugé à Nador, dans le nord-est du pays, pour avoir tenté de franchir les hautes clôtures qui séparent Melilla du territoire marocain, le 24 juin 2022. Ils ont été condamnés par la justice marocaine à deux ans et demi de prison ferme. La nature des charges retenues contre eux n'a pas été précisée. Ils ont l'intention de faire appel. "Des peines très sévères contre les demandeurs d'asile qui ne sont venus au Maroc que pour échapper à la guerre et aux persécutions", a réagi l'Association marocaine des droits humains (AMDH), qui précise que ces personnes sont originaires du Soudan, du Soudan du Sud et du Tchad.

Le président de l'association **Aide des migrants** en situation vulnérable à Oujda, ville située au nord-est du Maroc, non loin de la frontière avec l'Algérie, Identifie, informe les familles, et organise des obsèques des migrants, souvent morts dans l'indifférence, afin de leur rendre leur dignité d'êtres humains. Les décès sont le plus souvent signalés à l'association par la gendarmerie marocaine, des habitants, des migrants, ou encore des bénévoles. La plupart meurent d'épuisement, de la méningite, parfois on retrouve des traces de violences sur leurs corps. Dès qu'on reçoit l'information, on organise une réunion avec les communautés de migrants avec laquelle on est en contact, des Maliens, des Congolais, des Soudanais, des Nigériens, entre autres. On leur demande s'ils connaissent la personne et de relayer des photos d'elle. Une fois la personne identifiée, on annonce la nouvelle à sa famille et on lui demande soit de rapatrier le défunt, soit de faire une procuration à l'association

pour qu'elle puisse l'enterrer. La grande majorité des familles n'ont pas les moyens de rapatrier leurs proches, alors ils nous disent de les enterrer sur place. Ainsi, Samedi 13 août 2022, l'association a organisé les obsèques d'un Soudanais de 27 ans. Il a été retrouvé mort le 19 juin dans la région de Jerada, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Oujda, près de la frontière algérienne. On a effectué une collecte auprès de la population pour organiser les obsèques. Il faut savoir que les obsèques d'un migrant musulman coûtent 150 à 250 euros, tandis que celles d'un migrant chrétien s'élèvent à 350 euros, voire 450 euros. Car pour l'enterrement des chrétiens, il faut acheter un cercueil, ce qui n'est pas le cas des musulmans qui sont mis directement en terre. On travaille avec des moyens très restreints, essentiellement des collectes auprès des citoyens. On refuse des financements d'États ou d'ONG car on veut préserver notre indépendance. On met un point d'honneur à informer les familles des migrants défunts de toutes les étapes de l'enterrement. On tourne des vidéos sur Facebook pour qu'elles puissent suivre tout le déroulement. On considère qu'il est fondamental d'identifier les personnes avant de les enterrer. Au niveau de l'association, on n'a jamais enterré un migrant sous X, parce que l'on considère que c'est un être humain et qu'il a le droit d'être enterré sous son vrai nom. On s'assure que les migrants décédés aient les mêmes obsèques que n'importe quel Marocain. En général, au bout de quatre ou cinq mois, un tribunal décide de les faire enterrer sous X afin de libérer de la place dans les morgues. Mais avant, les autorités prélèvent leur ADN qu'elle stocke dans une banque de données.

<https://observers.france24.com/fr/afrique/20220816-maroc-video-migrant-mort-enterrement>

Les corps de deux jeunes migrants ont été retrouvés, vendredi soir 19 août et samedi matin 20 août 2022, aux abords de l'enclave espagnole de Melilla, "près du port commercial", a indiqué, dimanche 21 août, l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) de Nador. *"Le premier corps a été retrouvé sur les pierres du quai commercial du port de Melilla. Et le deuxième corps dans une vallée derrière la caserne militaire près de la frontière"*.

## TUNISIE

En seulement huit mois, plus de 2 000 mineurs tunisiens ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Italie, indique le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) dans un communiqué du mercredi 24 août 2022. C'est presque autant que pour l'ensemble de l'année 2021, durant laquelle plus de 2 700 mineurs ont traversé la mer depuis la Tunisie pour rejoindre l'Italie. Au total, ce sont plus de 10 139 Tunisiens, dont 498 femmes, qui ont pu rejoindre la péninsule italienne depuis janvier 2022. L'ONG estime également que 14 700 migrants, dont des Africains subsahariens, ont été interceptés par les garde-côtes alors qu'ils tentaient de traverser la mer. Rien que durant le week-end de la mi-août 2022, plus de 650 personnes, dont des centaines de Tunisiens, ont été interceptés par la garde maritime, signale le FTDES. Une conséquence des tentatives de traversée qui se multiplient durant l'été à la faveur de conditions météorologiques plus favorables.

# AMERIQUES

## CANADA

Face à une pénurie de main-d'œuvre persistante et à un taux de chômage qui n'a jamais été aussi bas depuis des décennies, les employeurs canadiens ont reçu le feu vert des autorités du pays pour combler 44 200 postes via le programme du ministère de l'Immigration. Le nombre de postes approuvés est de *"73 % de plus que la moyenne trimestrielle de 2017 à 2021"*. Près de la moitié des postes vacants concerne les travailleurs agricoles. Également en demande : des cuisiniers, des ouvriers de serre, des superviseurs dans les services de restauration, des travailleurs dans les usines de traitement et de transformation du poisson, et du secteur de l'alimentation, des ouvriers agricoles, des camionneurs ainsi que des manœuvres dans le secteur de la construction. *"Le recours à la main-d'œuvre étrangère est appelé à augmenter encore davantage"*, en avril 2022 Ottawa avait révisé son programme des travailleurs étrangers temporaires pour accorder aux compagnies un meilleur accès à

cette main-d'œuvre. Les groupes de pression ont applaudi cette initiative. Mais ce fut tout le contraire du côté des défenseurs des droits des travailleurs et de nombreux économistes, *“en raison de préoccupations concernant les salaires impayés, de conditions de vie dangereuses pour les migrants et du fait d’entreprises délaissant volontairement des candidats à l’emploi canadiens”*. Notant que le marché du travail canadien n’a jamais été aussi tendu et qu’en début d’année il n’y avait que 1,2 chômeur pour chaque offre d’emploi, plutôt que de se tourner vers les travailleurs étrangers temporaires, le pays a davantage besoin d’une stratégie nationale pour améliorer les conditions des travailleurs existants. *Le Canada a besoin d’un plan qui maximise le potentiel de travail des Canadiens, qu’ils soient nouveaux arrivants ou nés ici, en leur offrant la possibilité de se former pour faire avancer leur carrière. Cela pourrait inclure la réduction des frais de scolarité ou l’octroi de subventions aux personnes qui travaillent dans les régions rurales et éloignées.*” Quoiqu’il en soit, une enquête révèle que les employeurs canadiens et autres institutions procédant au recrutement de talents à l’étranger sont pénalisés par les retards dans l’attribution de visas de travail par le ministère de l’Immigration. L’enquête réalisée par le Conseil canadien de mutation d’employé montre que, en juin et juillet, l’arriéré des demandeurs auprès du ministère est passé de 2,4 millions à 2,7 millions, soit une augmentation de 12 %. *“Au cours de la même période, l’arriéré de travailleurs étrangers temporaires a augmenté de 21 %, passant de 408 733 à 493 746 demandes”*. Les 33 entreprises qui ont participé à l’enquête sont toutes tombées d’accord : *Les contributions des talents internationaux sont importantes pour notre entreprise.*”

<https://diasporaenligne.net/?p=87673> La rédaction avec courrierinternational.com - Publié: le 17/08/2022

Le ministère fédéral de l’Immigration tentera d’embaucher 1250 nouveaux employés d’ici la fin de l’automne 2022, afin d’augmenter la cadence du traitement des dossiers, au moment où le système, déjà congestionné, est à l’origine de nombreux délais déraisonnables. Ce personnel supplémentaire s’attaquera notamment aux arriérés à court terme *« pendant que nous prenons des mesures pour rendre notre système plus durable à long terme »*, a fait savoir le ministère mercredi 26 août 2022. Ces arriérés représentent plus de la moitié (54 %) des demandes actives à l’heure actuelle, alors qu’Ottawa veut traiter 80 % des dossiers à l’intérieur des normes prévues. Après avoir accueilli un record de 405 000 nouveaux résidents permanents en 2021, Ottawa veut poursuivre sur sa lancée en relevant la barre à 431 000 résidents permanents acceptés pour 2022 – un objectif en voit d’être comblé puisque 275 000 ont déjà été admis du 1er janvier au 31 juillet, *« un chiffre atteint plus rapidement que n’importe quelle année précédente »*. Le ministre a souligné à grands traits combien la pandémie de COVID-19 et des mesures sanitaires qui en découlaient ont contribué à l’embouteillage du système.

<https://diasporaenligne.net/?p=87764> La rédaction avec le journaldemontreal

## MEXIQUE – USA

Le gouvernement américain va arrêter d’envoyer vers le Mexique des demandeurs d’asile pendant que la justice examine leurs dossiers. Cette mesure avait été mise en place sous l’ancien président Donald Trump, en 2019. Les demandeurs d’asile ne seront plus forcés d’attendre au Mexique une réponse du juge des migrations. Jusqu’à maintenant, ils se retrouvaient près de la frontière, exposés à des trafics, ou même des viols et des meurtres. Pour le directeur au Mexique du service jésuite d’aide aux réfugiés, salue donc cette décision. Mais les personnes qui font appel à son organisation ne sont pas soulagées pour autant. *« Les migrants que nous rencontrons sont frustrés et désespérés pour certains, car ils savent qu’ils ne peuvent pas obtenir l’asile s’ils ont quitté leur pays pour des raisons économiques, explique-t-il. Et donc même avec la fin de la politique appelée “restez au Mexique”, le nombre de migrants qui pourra entrer aux États-Unis va diminuer. »* Pour le moment, les dispositions mises en place au début de la pandémie pour expulser les migrants, sans qu’ils aient le temps de déposer une demande d’asile, vont continuer de s’appliquer aux frontières des États-Unis.

Le gouverneur républicain du Texas a placé les questions migratoires au cœur de sa campagne pour sa réélection. Il a décidé d’affréter des bus pour transporter les migrants entrés illégalement aux États-Unis vers des bastions démocrates : Washington depuis le mois d’avril et

désormais aussi New-York. « *New York est la destination idéale pour ces migrants* », déclarait-il vendredi 5 août 2022. Ils pourront « *profiter de tous les services d'accueil d'une ville sanctuaire dont se vante le maire* ». Depuis vendredi 5 août 2022, des bus font la liaison vers New York et les élus démocrates dénoncent l'utilisation des migrants comme « *pions politiques* » par le gouverneur du Texas. La municipalité de New York a déployé du personnel et des bénévoles à la gare routière de Manhattan pour accueillir ces bus. Mais le maire demande un soutien à l'État fédéral. Sa collègue de Washington avait fait de même en juillet, jugeant que ces arrivées avaient créé une « *crise humanitaire* ». Et pour rendre un coup au gouverneur, le maire de New York menace aussi d'affréter des bus : il envisage d'emmener des New-Yorkais au Texas afin qu'ils fassent campagne contre le gouverneur qui cherche à se faire réélire.

## ASIE

### AFGHANISTAN

Pour cette enseignante de 25 ans, le 15 août 2021 est "un jour noir". C'est le début d'une nouvelle ère : celle d'une vie coincée chez elle, dans son appartement de Kaboul. "*J'étais profondément triste car j'adorais mon travail et mes élèves à l'école. Mais surtout j'avais peur. Sans salaire, comment est-ce que j'allais faire pour m'occuper de ma petite fille de 6 ans ?*". Les Talibans ont imposé de sévères restrictions à la population. Parmi elles, l'interdiction pour les femmes d'exercer un emploi dans le secteur public. Après deux tentatives infructueuses de quitter le pays par l'aéroport de Kaboul, la jeune femme a réussi à prendre la fuite en bus pour l'Iran, un mois plus tard. Son mari étant installé en France, elle a pu gagner Paris en février 2022, via la procédure de la réunification familiale. Si elle se sent en sécurité aujourd'hui, l'ancienne professeure reste très anxieuse. Aujourd'hui, depuis le centre d'hébergement pour réfugiés de la Cimade, à Massy (Essonne), où elle vit, elle s'inquiète pour les membres de sa famille restés en Afghanistan. Son oncle, policier sous le gouvernement précédent, se terre. Son cousin, journaliste, continue à travailler, mais de manière anonyme et clandestinement. Cette angoisse pour les proches qui n'ont pas pu partir est partagée par de nombreux réfugiés afghans. Beaucoup, une fois leur protection accordée, ont engagé des démarches de réunification familiale. Mais "constituer son dossier peut être long et intrusif, explique Julie Béraud chargée de projets à La Cimade, dans le centre de Massy. Il est souvent demandé de fournir des photos de familles, des lettres, des captures d'écran de conversations, tout cela pour prouver que la personne demandeuse entretient des liens avec sa famille". Une procédure qui prend du temps, alors même que les proches des réfugiés souffrent, à des milliers de kilomètres de là.

D'après Handicap International, près de 19 millions de personnes en Afghanistan - soit près de la moitié de la population - étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre juin et novembre 2021, et 1,1 millions d'enfants souffrent de malnutrition. 90 % de la population vit actuellement sous le seuil de pauvreté, fixé à 1,9 dollars par jour.

Certaines préfectures françaises continuent ainsi de délivrer des OQTF à des Afghans, et parfois de les placer en rétention. Depuis le 1er janvier 2022, au moins quatre Afghans ont été placés en rétention après avoir reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF) et une notification d'expulsion vers... Kaboul. "Il était bien mentionné, sur ces décisions, que ces personnes étaient expulsables vers l'Afghanistan", dénonce le juriste et responsable rétention de La Cimade. Trois de ces quatre personnes ont été, depuis, libérées par le juge des libertés et de la détention, faute de perspective d'éloignement. La quatrième personne se trouve encore en rétention. "Ce que l'on ressent de manière générale, c'est qu'il y a un refus de prendre en compte l'impossibilité *réelle* de renvoyer un Afghan en Afghanistan". Lorsque des recours sont formulés, "certains juges annulent les exécutions d'OQTF vers les pays de renvoi. D'autres non. Ce n'est pas clair. En tout cas : il n'y a pas d'annulation de principe parce que cela concerne un Afghan". Ces situations nuancent les déclarations fin juillet 2022, du ministre de l'Intérieur : "*On ne va pas expulser en Syrie et en Afghanistan des gens, parce qu'on ne veut pas de relation avec des dictatures comme les Talibans, et on ne va pas*

*renvoyer, de toute façon on n'a pas d'avion (...) C'est une limite que j'ai avec le Rassemblement National". La CNDA ne considère plus qu'il subsiste une "situation de violence aveugle d'intensité exceptionnelle" en Afghanistan. Il faut désormais "démontrer que la personne encourt un risque personnel en raison de ses opinions politiques, de son appartenance à un groupe social ou ethnique". "De nombreux Afghans voient leur appel rejeté". L'enjeu est aujourd'hui pour les Afghans, comme ce jeune, de démontrer des persécutions individuelles liées à leur appartenance religieuse, de groupe ou autre, pour espérer obtenir le statut de réfugié.*

Le 15 août 2021, une jeune femme était étudiante. Dans les jours qui ont suivi, elle a pu quitter le pays avec sa famille et rejoindre la France où elle a obtenu le statut de réfugiée. Après la difficulté pour avoir ses papiers, et pour se nourrir, « *Le plus difficile, c'est la langue* ».

Avant le retour au pouvoir des Taliban en Afghanistan, il travaillait comme diplomate pour le ministère des Affaires étrangères. Réfugié en France avec sa famille depuis un an il se sent en sécurité en France. Son français s'améliorant, il comprend également mieux les démarches administratives à faire. Mais reste pour lui le déchirement d'avoir dû quitter son pays, l'Afghanistan, en raison du retour des Taliban au pouvoir, en août 2021. "J'espère que mon pays sera de nouveau libre et redeviendra le pays de tous les Afghans".

Après l'interdiction faite aux jeunes filles de reprendre le chemin de l'école en mars 2022, Internet est devenu l'unique moyen d'espérer poursuivre des études supérieures. Mais entre connexion capricieuse et coupures de courant, l'éducation en ligne relève le plus souvent du parcours du combattant. Soutenue par des bénévoles dont un professeur d'anglais, une adolescente était parvenue à décrocher un entretien d'admission dans une université américaine après avoir suivi pendant plusieurs mois des cours en ligne. Elle recevra une lettre d'admission et une bourse pour l'université de son choix : le United World College au Nouveau-Mexique. Elle a été contrainte de passer trois semaines au Pakistan pour obtenir un visa étudiant américain.

L'offensive des talibans a accéléré le départ pour l'étranger des Afghans les mieux formés. Une fuite des cerveaux qui a rapidement inquiété les Taliban dont beaucoup sont issus de régions rurales et n'ont aucune qualification pour gouverner. Pour convaincre la population de rester, les Taliban avaient promis une amnistie générale assurant que *"personne ne serait menacé en Afghanistan"*. Mais un an plus tard, la confiance est rompue. Les Taliban n'ont honoré aucune de leurs promesses. Ces derniers avaient notamment juré auprès de la communauté internationale de garantir la scolarisation des jeunes filles, mais le mouvement islamiste est revenu sur sa décision. *"L'éducation des filles est un facteur très important pour expliquer le départ de nombreux Afghans qui ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école. Alors que certains avaient choisi de rester car ils sentaient que le pays avait besoin d'eux, ils veulent désormais partir, désespérément, car leurs sœurs ou leurs filles vivent comme si elles étaient en prison"*, assure l'ancien ministre adjoint de la Défense. Dans ce contexte de crise aiguë, les ingénieurs, juristes, techniciens, médecins ou les brillantes étudiantes, pourtant indispensables au développement et à la stabilité du pays, n'ont **aucune intention de revenir** en Afghanistan tant que les Taliban sont au pouvoir.

## **BENGLADESH**

En 2017, plus de 700.000 femmes, hommes et enfants **rohingyas** du Myanmar se sont réfugiés au Bangladesh voisin, rejoignant ainsi des centaines de milliers d'autres Rohingyas qui avaient cherché et trouvé refuge dans le pays au cours des années précédentes. « *Le dernier exode du Myanmar est désormais officiellement défini comme une situation prolongée* », a déclaré un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Cinq ans plus tard, de nombreux réfugiés rohingyas ont déclaré au HCR qu'ils souhaitaient rentrer chez eux au Myanmar, à condition que les conditions d'un retour sûr, digne et durable soient remplies et qu'ils puissent bénéficier de la liberté de mouvement, de l'accès aux documents et d'une voie vers la citoyenneté, ainsi que de l'accès aux services et aux activités génératrices de revenus. En attendant, pour les près d'un million de réfugiés rohingyas apatrides, les conditions de vie au Bangladesh sont extrêmement difficiles dans des camps

surpeuplés. Ces derniers restent entièrement dépendants de l'aide humanitaire pour leur survie. Avec la diminution des fonds, ils sont confrontés à de nombreux défis dans leur vie quotidienne. De multiples enquêtes d'évaluation humanitaire ont révélé que les besoins les plus fréquemment non satisfaits sont une alimentation correcte, des matériaux pour les abris, des installations sanitaires et des moyens de subsistance. « Certains ont eu recours à des voyages dangereux en bateau pour chercher un meilleur avenir ailleurs ».

Il y a cinq ans, quelque 750 000 **Rohingyas**, une minorité musulmane apatride et persécutée de **Birmanie**, se réfugient au Bangladesh pour fuir des exactions de l'armée birmane. Plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté le jeudi 25 août 2022 pour marquer les cinq ans de la répression. Nombreux en ont profité pour exiger l'abrogation d'une loi birmane de 1982, qui les a privés de leur citoyenneté dans leur pays d'origine, à majorité bouddhiste. Près d'un million de réfugiés Rohingya vivent toujours entassés dans ces camps insalubres, à Cox's Bazar et sur l'île de Bahsan Char. Inondations, insécurité, présence de gangs, les conditions de vie sont déplorables, alors que le retour des Rohingyas dans l'Arakan en Birmanie est plus que compromis, surtout depuis le coup d'État de la junte birmane qui a plongé le pays dans le chaos.

<https://www.rfi.fr/asi-pacifique/20220825-bangladesh-les-r%C3%A9fugi%C3%A9s-rohingyas-comm%C3%A9morent-le-g%C3%A9nocide-de-leur-peuple-par-la-birmanie>

## TADJIKISTAN

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés s'est dit très préoccupé par la poursuite de la détention et des expulsions de réfugiés afghans au Tadjikistan. L'agence onusienne a averti une fois de plus que « le fait de forcer des personnes fuyant les persécutions à retourner dans leur pays contre leur gré est illégal et met des vies en danger ». Lors d'un dernier incident, quelque cinq Afghans, dont une famille composée de trois enfants et de leur mère, ont été renvoyés en Afghanistan mardi (23 août) via le poste de contrôle frontalier de Panji Poyon, dans le sud du Tadjikistan. Ces expulsions ont été menées « malgré les interventions du HCR pour mettre fin aux déportations ».

<https://news.un.org/fr/story/2022/08/112594>

## TURQUIE

L'annonce, mercredi 17 août 2022, de la dissolution de l'association Josoor (dont le nom signifie "des ponts" en arabe), basée en Turquie, a été un choc. Après deux ans et demi d'action, les membres de Josoor ont estimé qu'ils ne pouvaient plus remplir leur mission d'assistance aux migrants victimes de refoulements par la Grèce et la Bulgarie, et renvoyés en Turquie. Parmi les raisons justifiant la décision de la dissolution, Josoor souligne tout particulièrement la dégradation du climat politique turc. Dans ce pays qui accueille plus de 4 millions de réfugiés, le climat antimigrants et anti-étrangers s'est accru au cours des dernières années. *"L'année 2020 a été celle d'une escalade de l'échec de l'accord UE-Turquie et a marqué le début d'une nouvelle ère d'anarchie aux frontières extérieures de l'UE avec la Turquie"*. Josoor explique également avoir eu, au fil des années, de plus en plus de mal à obtenir des permis de séjour pour ses bénévoles, tant en Turquie qu'en Grèce. La dégradation de la situation des exilés en Turquie passe aussi par une série de nouvelles lois, permettant de multiplier les expulsions. En 2021, Ankara a adopté un texte "qui interdit le franchissement illégal d'une frontière pour avoir tenté de quitter la Turquie". L'année suivante, ce sont des zones entières du pays qui deviennent interdites aux étrangers, forçant Josoor à réduire drastiquement ses activités. *"L'atmosphère du pays, complètement abandonné par la communauté internationale, malmené pendant des décennies par Bruxelles, et maintenant écrasé par la crise économique, fait qu'une grave escalade de la situation semble si imminente que nous ne pouvons plus porter la responsabilité d'assurer une sécurité suffisante à notre équipe, en particulier à ceux qui n'ont pas de passeports privilégiés, ainsi qu'aux personnes que nous soutenons"*, met en garde l'association. Dans sa déclaration, Josoor fait aussi le constat d'une politique européenne migratoire de plus en plus basée sur la répression et l'intimidation. *"Ces dernières années, cette érosion de l'État de droit s'est intensifiée et s'est étendue des frontières [de l'Union européenne] jusqu'à l'intérieur des terres. À la*

*criminalisation des exilés s'est ajoutée une criminalisation, non seulement des défenseurs des droits de l'Homme, mais aussi des journalistes, des avocats, des médecins et d'autres personnes",* déplore l'organisation. Les autorités grecques ont ouvert trois fois des enquêtes criminelles contre l'organisation. La co-fondatrice et porte-parole de Josoor, avait expliqué en août 2021, avoir découvert dans la presse que Josoor était visé par une enquête. À cette époque, *"l'organisation n'avait pas encore été contactée par la police grecque ou un procureur"*. Mais la pression des autorités avait eu un impact sur l'exercice de l'association. Selon elle, plusieurs membres avaient quitté la structure de peur d'être poursuivis et certains donateurs avaient annulé leurs dons. En juillet 2021, au terme d'une enquête de plusieurs mois menée par les polices et les autorités de Lesbos, Chios et Samos, en collaboration avec les services de renseignement grecs, dix personnes, membres de l'association avaient été accusés d'avoir « facilité l'entrée en Grèce de migrants venant des côtes turques, de violation du code de l'immigration et d'espionnage. Le président du Greek Council for refugees avait alors dénoncé de fausses accusations. Selon lui, la Grèce cible les ONG ayant révélé *"les activités honteuses des autorités grecques contre les migrants en Grèce"*, notamment les "pushbacks" en mer Égée, relayées à plusieurs reprises par la presse internationale. Des journalistes grecs travaillant sur les questions migratoires ont également été mis sous surveillance. *"Le gouvernement en général n'apprécie pas que les gens fassent des reportages sur les questions liées à la migration, en particulier sur la façon dont le gouvernement gère la migration en Grèce"*, avait déclaré un journaliste. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses organisations et journalistes ont réagi à l'annonce de la dissolution de Josoor, déplorant *"un jour très triste pour les droits humains"*. *"Tous les gouvernements parlent des 'bonnes ONG' et les opposent aux 'mauvaises', a déclaré le correspondant en Grèce du magazine allemand Der Spiegel. Félicitations aux gouvernements grec et turc qui ont réussi à fermer l'une des meilleures d'entre elles."*

## A VOIR – A LIRE - TEMOIGNAGE

« **Les Rêves noyés** », réalisé par le Club RFI Dublin (Irlande) et le Club RFI Bukavu (RDC) est un film pour sensibiliser aux dangers de l'immigration clandestine et pour dissuader le départ des jeunes du continent africain vers l'Europe. Avec la participation de Didier Ngaboyoka, président du Club RFI Dublin (Irlande) et Kingkris, réalisateur.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/le-club-rfi/20220813-le-club-rfi-les-r%C3%AAves-noy%C3%A9s-un-film-pour-sensibiliser-aux-dangers-de-l-immigration-clandestine>

« **Les nouveaux nomades, la revanche d'Abel** », de Félix Marquardt. © Le Passé éditeur. Tout à la fois reportage, essai et autobiographie, le dernier livre de Félix Marquardt nous invite à reconsidérer les migrations pour ce qu'elles sont : un mouvement naturel et ancestral, un phénomène loin d'être anormal qui montre que partir, quitter son chez-soi, est un acte fondateur de l'expérience humaine. L'auteur nous invite à porter un regard neuf sans préjugés, ni angélisme sur les vertus et les limites de ce phénomène qui s'inscrit dans l'aventure humaine.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/orient-hebdo/20220827-les-nouveaux-nomades-une-vision-radicale-de-la-migration>

## TEMOIGNAGE

Un nigérien, 26 ans, a quitté le Niger le 15 mai 2022. Découragé par le manque de perspectives professionnelles dans son pays, il a pris un avion pour Paris, grâce à une invitation pour un forum professionnel. Sur les conseils d'un ami basé à Liège, il a ensuite gagné la Belgique. C'est à ce moment-là que *"les ennuis ont sérieusement commencé"*. *"J'ai demandé l'asile le 6 juillet. C'était aussi le jour de mon arrivée à Bruxelles. J'ai passé la journée au Petit-Château [l'unique centre d'enregistrement pour demandeurs d'asile en Belgique, géré par l'agence fédérale pour demandeurs d'asile Fedasil, pour faire mon dossier. À la fin, on m'a donné un papier : il disait que le centre était saturé et qu'il n'y avait pas de places d'hébergement. On m'a laissé partir. Depuis ce jour, je dors dehors, sur le trottoir du Petit-Château. La journée, je suis aussi dans la rue. Pour boire, manger ou*

*me laver, je vais à la Croix-Rouge. C'est aussi là-bas que je recharge mon téléphone. Le Samu social vient parfois nous distribuer de la nourriture près de Fedasil, mais ils ne viennent pas tous les jours. Il y a des journées où je ne mange rien. Pour faire mes besoins aussi, c'est compliqué. Tous les jours je cherche un endroit approprié. Quand je ne trouve pas, je retourne encore à la Croix-Rouge. Ma situation est catastrophique. En plus, je n'ai aucune nouvelle de mon dossier. Les agents de Fedasil nous assurent que le problème ne vient pas d'eux. Ils nous disent de prendre un avocat, ou que des places vont bientôt se libérer. Mais je ne les crois plus. Aujourd'hui, je ne sais plus quoi faire. J'hésite à retourner en France, mais là-bas non plus je ne connais personne. Je suis vraiment déçu. Je ne pensais pas qu'ici, en Europe, dans la ville de l'Union européenne [la Commission européenne ainsi que d'autres institutions de l'UE siègent à Bruxelles, ndlr], on traitait les gens comme ça. Je n'ai pas de mots pour expliquer ma déception. Je pensais vraiment pouvoir travailler ici. Au Niger, il n'y avait rien pour moi. Le seul travail qu'on te propose là-bas, c'est l'armée. Je ne veux pas être soldat car ensuite, on t'envoie dans la zone des trois frontières. C'est beaucoup trop dangereux. La zone dite "des trois frontières" est depuis quelques années l'épicentre de la violence au Sahel. Située à l'intersection entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali, elle concentre de nombreuses attaques djihadistes perpétrées par des groupes affiliés à Al-Qaïda et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Le 7 août, 42 soldats maliens ont été tués à cet endroit, dans la commune de Tessit. En Algérie non plus, où j'ai obtenu mon master en Systèmes de télécommunications, je n'ai pas trouvé de travail. C'est dommage car c'est un bon pays, mais il y a du racisme. Là-bas les Noirs sont maltraités. J'ai déjà vu des personnes jeter des bananes aux Africains dans la rue. C'est parce que je ne voyais aucune perspective nulle part que je suis venu en Europe. Depuis que je suis ici, le seul job qu'on me propose, c'est du travail au noir, sur des chantiers par exemple. Mais c'est très peu payé, voire pas du tout. C'est de l'exploitation. Je me demande combien de temps je vais tenir ici. Surtout que depuis quelques jours, des policiers avec des chiens nous chassent du trottoir la nuit. Alors, avec mes camarades, on s'en va et on part dormir au bord d'un canal. La police vient aussi la journée depuis quelques jours [le 18 août 2022, le Petit-Château est resté exceptionnellement fermé aux nouveaux demandeurs de protection internationale, "suite à des plaintes émises par des riverains pour nuisances »]. C'est parce que les habitants de la rue se sont plaints. Je comprends, à rester là comme ça jour et nuit, on les dérange."*

Ils sont près de 1.400 réfugiés ukrainiens adultes selon la préfecture de Haute-Garonne dans le département. Un décompte officiel basé sur les demandes de protection temporaire, et qui ne comprend pas les mineurs. Environ 700 enfants étaient scolarisés dans l'académie de Toulouse (Midi-Pyrénées) en mai dernier. Nous avons rencontré Marina, 42 ans. Elle vit à Toulouse depuis le 1er mai dernier, avec sa fille de 13 ans et sa mère de 67 ans. Elles ont quitté Marioupol, la ville portuaire rasée par l'armée russe. À Marioupol, sa ville natale, Marina vivait une vie paisible, elle ne cesse de le répéter. C'était une ville resplendissante, avec des infrastructures développées, près de la mer. "Jamais je n'aurais pensé quitter Marioupol, à part pour les vacances. Je n'avais jamais imaginé qu'une chose pareille puisse se produire. Je croyais qu'à chaque bombardement, ce serait le dernier". Avec sa famille, ils ont essayé de tenir le plus longtemps possible, tout près des bombardements. Et puis un jour, quand sortir chercher à manger et boire est devenu trop dangereux, avec des voisins, ils sont partis en voiture dans un village à 30 kilomètres de Marioupol. C'est son frère, en Russie, qui la convainc de s'exiler. Il organise tout, prend les billets de train et d'avion. Marina, sa fille et sa mère passent par la Russie, la Géorgie et atterrissent à Toulouse le 1er mai, chez un ami de son frère, un Russe installé en France depuis des années. "Les premiers jours à Toulouse, on ne voyait pas combien la ville était belle, on ne voyait rien. On regardait nos pieds, pour ne pas marcher sur quelque chose qui aurait pu exploser. Les bruits d'avions au-dessus de nos têtes réveillent aussi en nous des sentiments très forts." Marina vivait aux côtés de son mari, démineur dans la sécurité civile, il est resté là-bas. Ils se parlent tous les soirs sur internet mais cela va faire quatre mois qu'ils ne se sont pas vus, en vrai. Elle était commerciale, derrière un ordinateur, elle est désormais femme de chambre dans un hôtel à Toulouse en CDD. Elle ne se plaint pas, elle a un travail grâce à des connaissances franco-ukrainiennes qui lui ont traduit son CV, et un appartement indépendant. Ce qu'il lui faut maintenant c'est franchir cette barrière qui la handicape tous les jours, celle de la langue française.

Marina prend bien quelques cours de français, mais avec son travail, elle manque de temps. *"C'est un vrai handicap"*, concède la vice-présidente de l'association Ukraine Libre à Toulouse. *"Ils ne sont pas dans un état psychique idéal pour assimiler ces nouvelles connaissances. On essaie de développer les cours de français car Pôle Emploi en propose, mais il faut déjà avoir des bases, un certain niveau, pour y participer."* Mariana, la fille adolescente de Marina a été scolarisée dans un collège toulousain pendant quelques semaines avant les vacances et elle y retournera à la rentrée. Elle a semble-t-il commencé à acquérir le français, bien qu'elle passe ses journées cet été avec d'autres adolescents ukrainiens réfugiés à Toulouse. *"Ils vont au jardin japonais, près du Capitole et de la Garonne aussi. Tisséo nous offre des voyages gratuits en transports en commun, ça c'est vraiment super, surtout pour les jeunes qui peuvent découvrir la ville"*, décrit la maman. Paradoxalement, c'est la mère de Marina qui apprend le mieux le français. Elle est plus assidue aux cours, et elle a du temps à revendre. *"C'est dur pour elle. À Marioupol, elle avait son propre atelier de couture, sa passion. Ici, elle ne travaille plus et elle n'a personne de son âge avec qui parler..."*. L'avenir, Marina n'ose pas y penser. Déjà, il va lui falloir retrouver un travail, son CDD prend fin le 5 septembre. Elle meurt d'envie de rentrer en Ukraine, et son mari, hébergé par la sécurité civile qui l'emploie, l'incite chaque soir à venir le retrouver. *"Mais pour aller où ?"*, lui répond-elle. *"Notre immeuble a été détruit et la guerre continue en Ukraine, on est en sécurité nulle part. Je ne veux pas que ma fille vive avec des avions-chasseurs russes au-dessus de sa tête"*, regrette-elle. En Ukraine, le conflit perdure, en témoigne ce qu'il se passe autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia au sud du pays. *"Le climat ne s'est pas du tout apaisé, la guerre est très présente dans le sud et à l'est. Ce qui change ce sont ces actions terroristes menées par les Russes qui bombardent des villes par surprise. Les Russes cherchent à faire partir les Ukrainiens des villes et à les terroriser pour les empêcher de soutenir notre armée."* *"Il y en a encore entre 300 et 400 morts par jour en Ukraine. C'est AZF et le Bataclan tous les jours depuis cinq mois."* À Toulouse, l'association Ukraine Libre va rouvrir en septembre son point de collecte au Hall 9 sur l'île du Ramier. Elle recueille les dons suivants : priorité absolue au matériel médical, des piles, des lampes de poche ou frontales, du matériel de puériculture (couches et lait maternisé) et hygiénique (rasoirs, shampoing, dentifrice, tampons ou serviettes hygiéniques etc.). Ukraine Libre a collecté plusieurs dizaines de milliers d'euros depuis six mois, notamment grâce à la mobilisation de la clinique Médipôle, ce qui a permis l'achat de matériel de médecine de première nécessité confié à des partenaires sur place : cliniques ambulatoires, centres médicaux et hôpitaux. L'association réfléchit à organiser un appel aux dons pour lever des fonds et acheter sur place de la nourriture et des médicaments.

<https://www.francebleu.fr/theme/migrants?p=2>